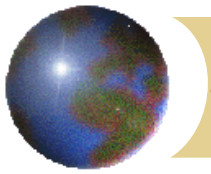


# *Association Marocaine de Sciences Economiques*

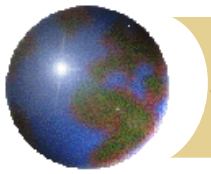
## **Loi de Finances 2024 Questions en débat**

**Najib Akesbi**  
Rabat, 8 février 2024



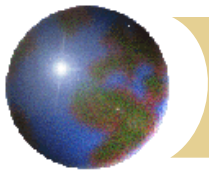
## *Plan*

- 1. Contexte politique et économique**  
Stagflation et pénurie d'eau...
- 2. Cadre général: Orientations, hypothèses, équilibre**
- 3. Dépenses: Rigidité et sécurité...**
- 4. Ressources: La dette contre l'impôt**
- 5. Question en débat:**  
L'État social est-il viable  
sans l'État fiscal?

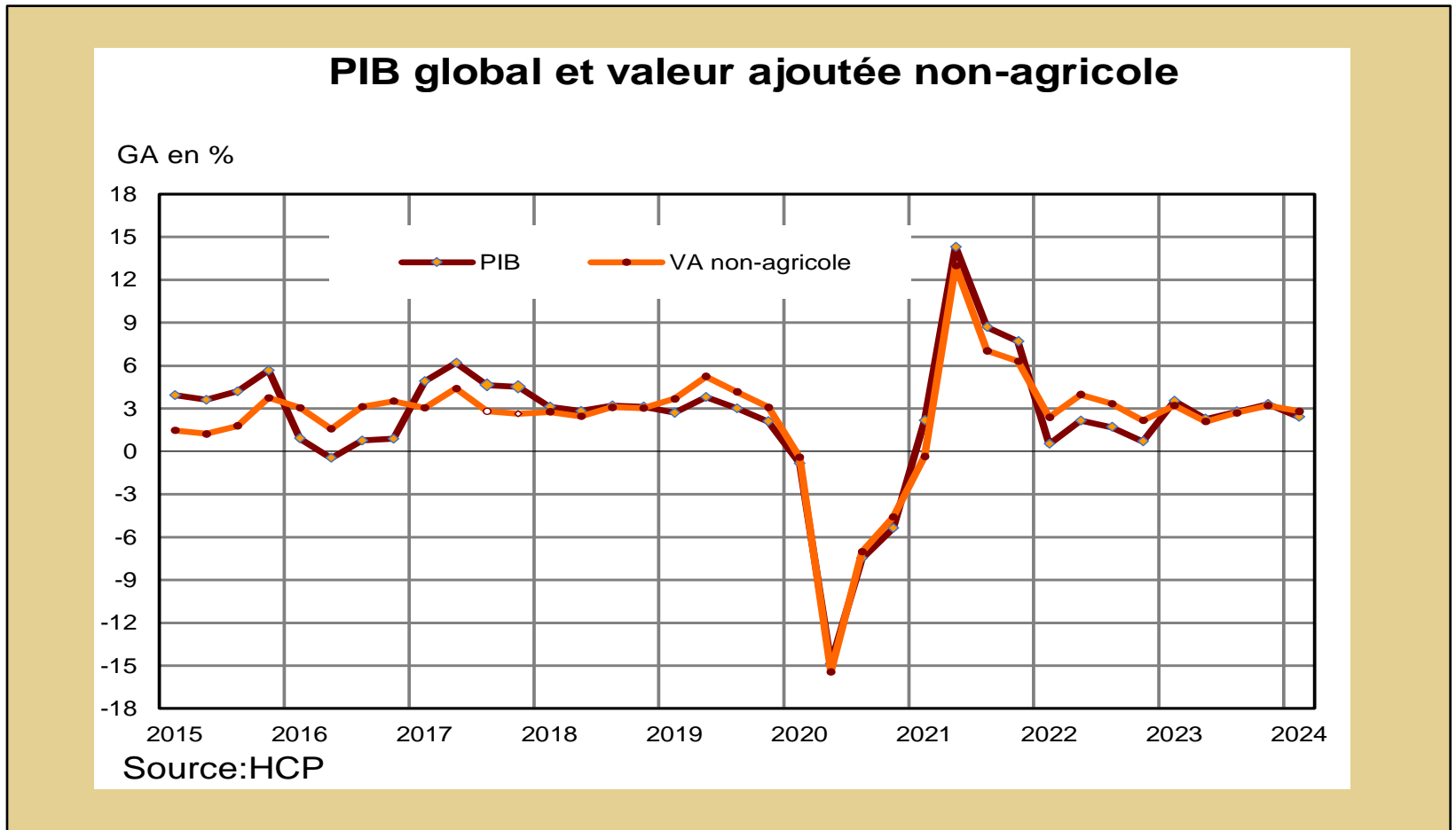


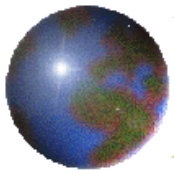
# **1. Contexte, politique et économique**

**Une économie en stagflation,  
qui s'enlise dans un cycle de sécheresse éprouvant...**

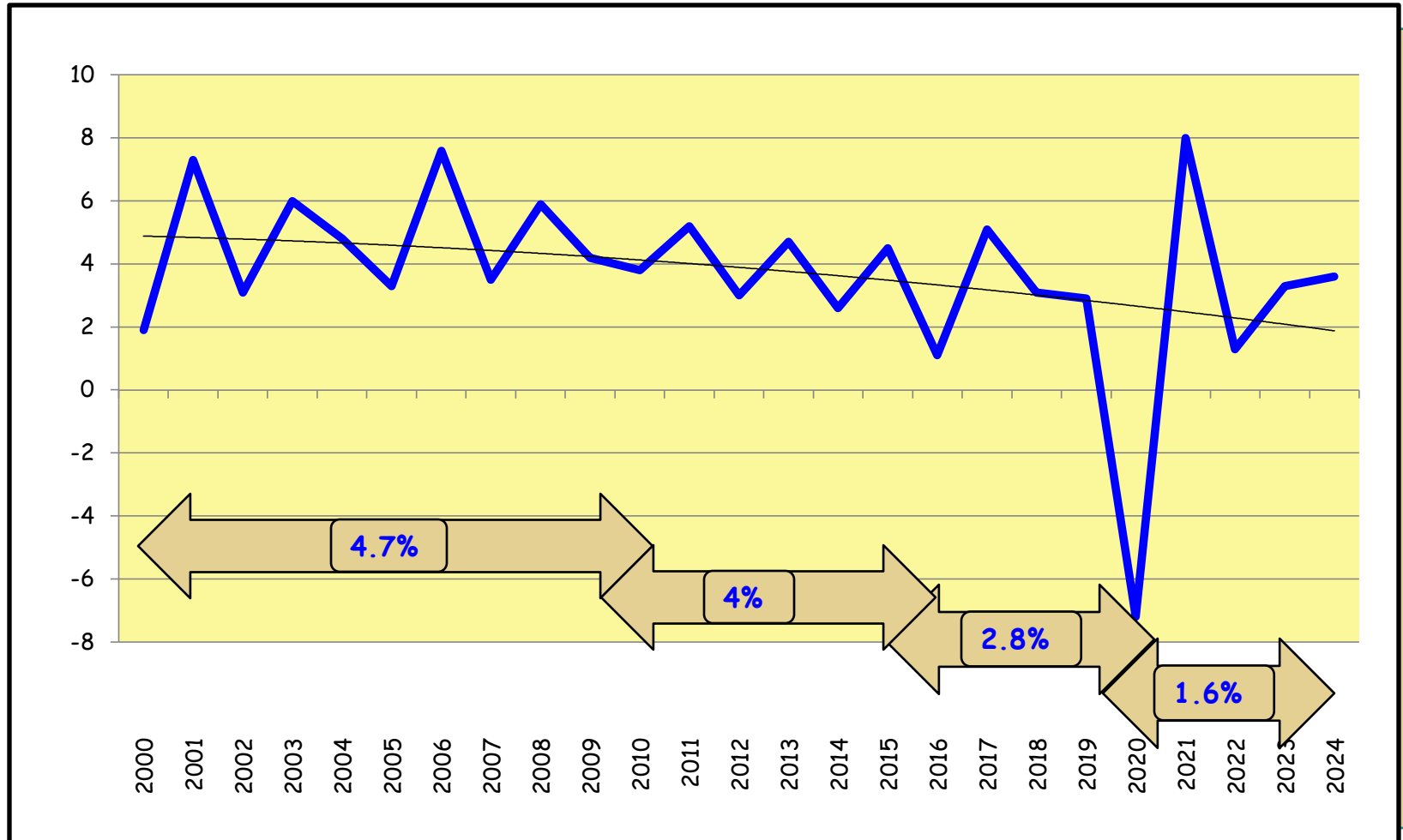


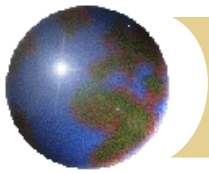
## Une sortie de crise en L ?...



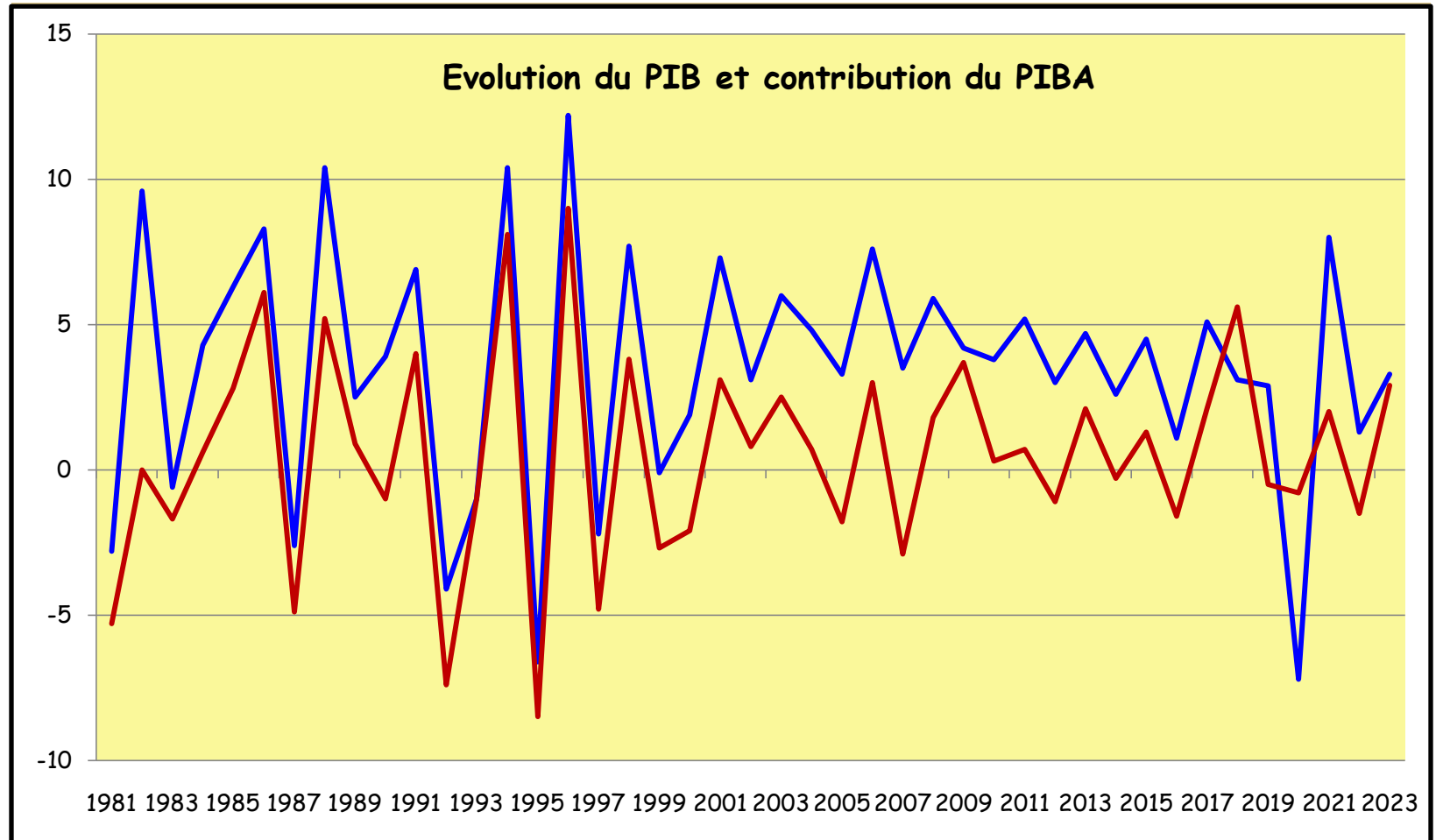


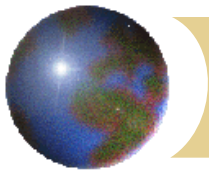
# *Une croissance, volatile, faible, et qui s'affaiblit...*



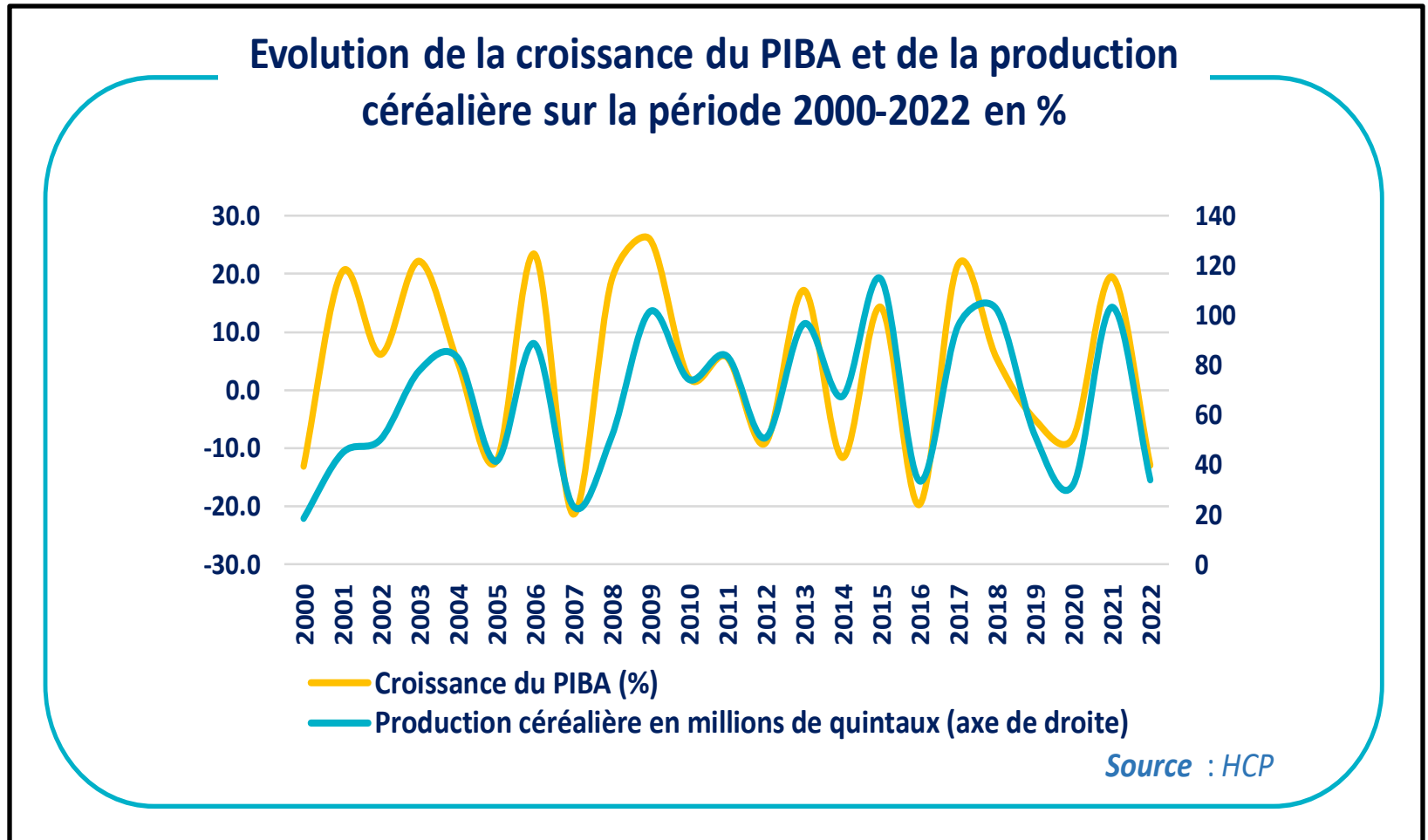


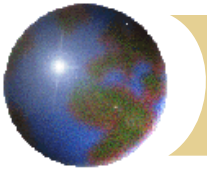
## *Une volatilité du PIB liée à celle de l'agriculture...*



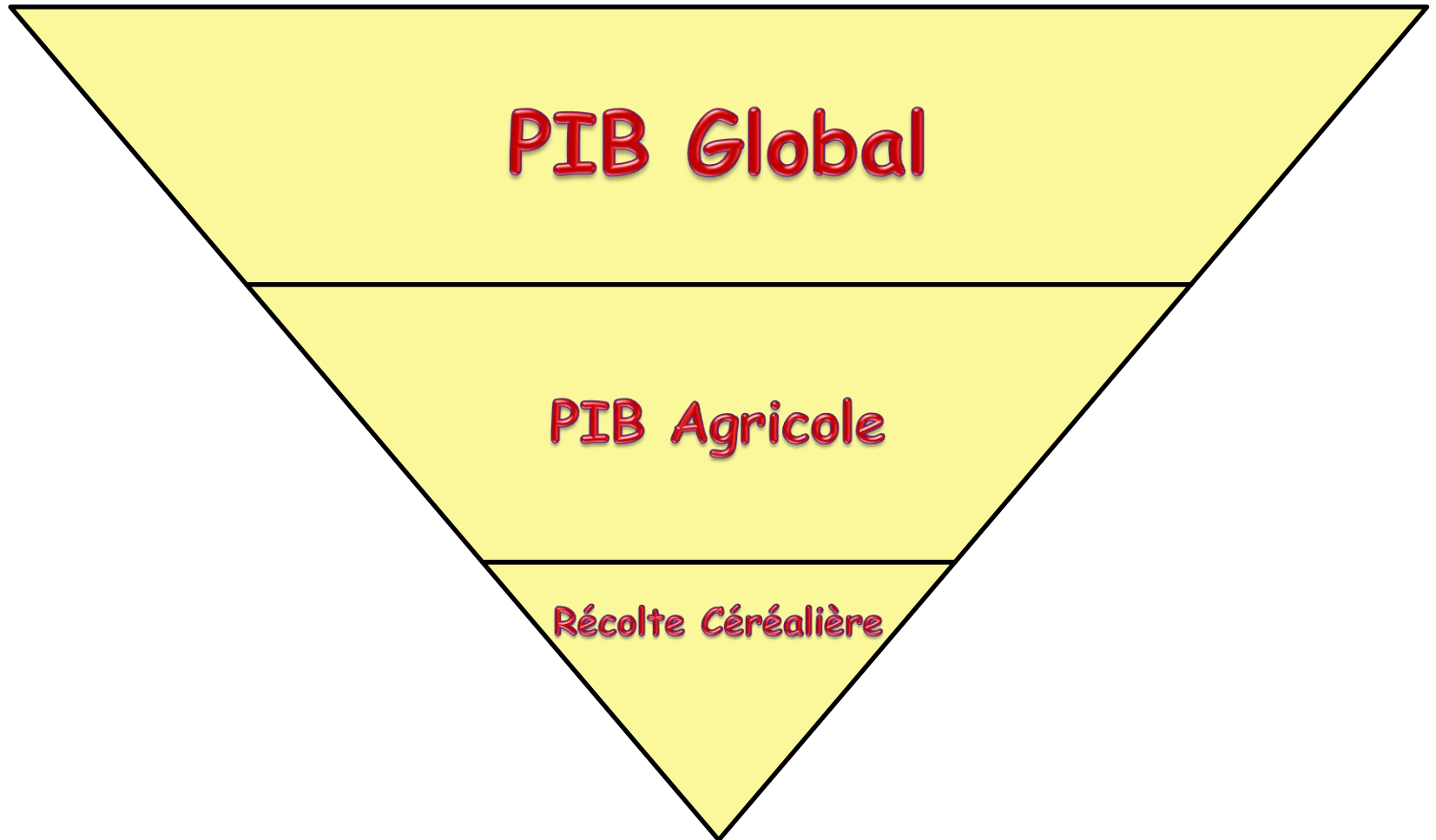


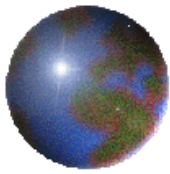
## ... Et précisément à celle de la céréaliculture...





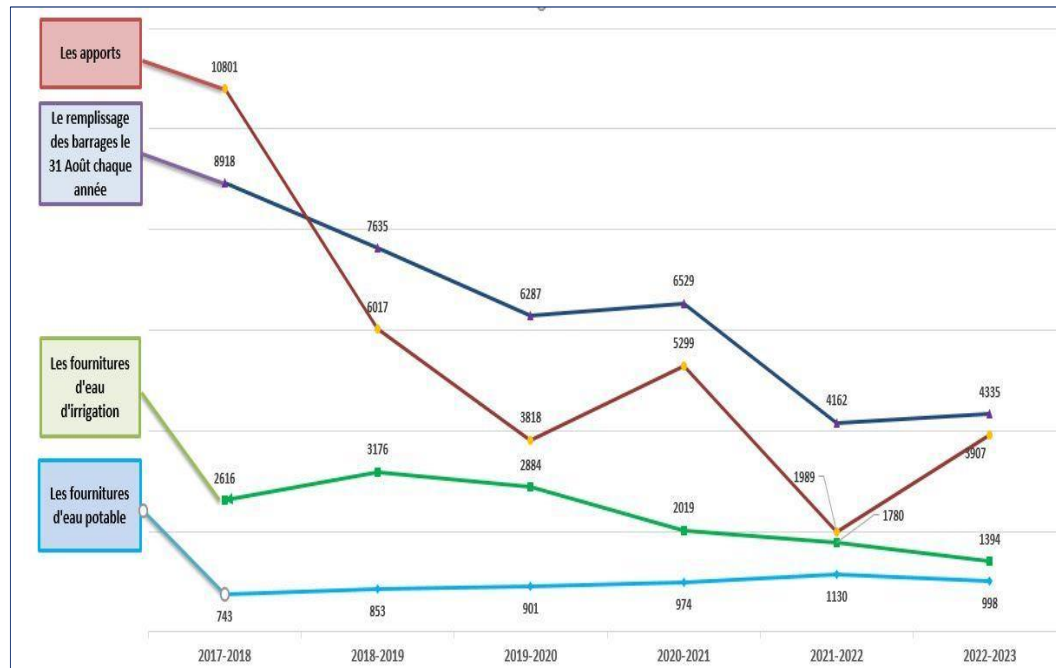
# *Pyramide inversée de la croissance*





# Successions d'années sèches et déficits croissants...

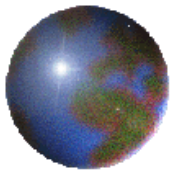
La période 2018 à 2023 a été marquée par une succession d'années sèches, avec des taux de déficit annuels successifs enregistrés estimés à 54%, 71%, 59%, 85% et 66% par rapport à la moyenne annuelle des apports d'eau



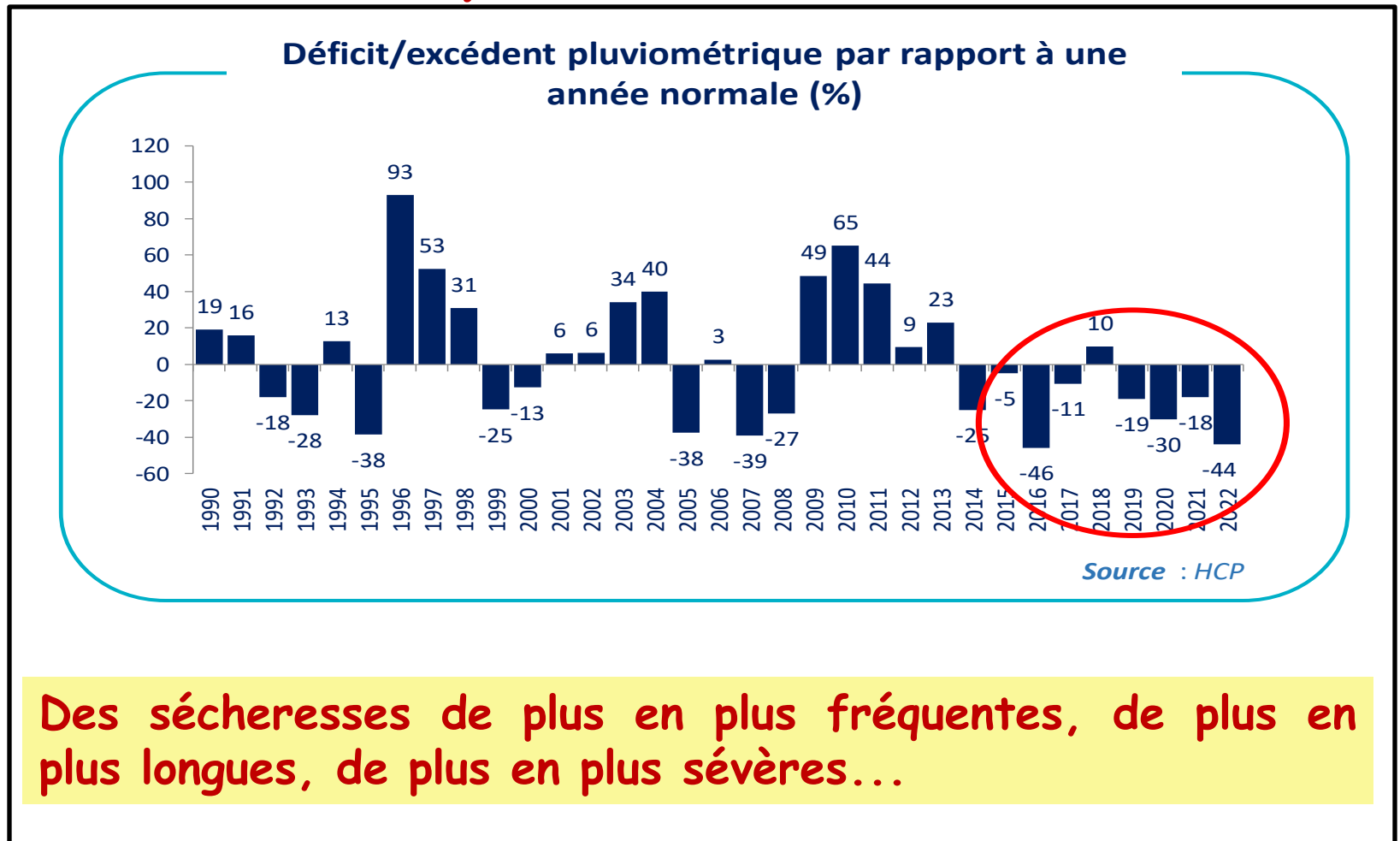
+Exploitation des eaux souterraines

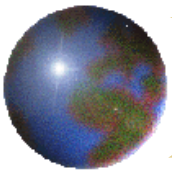
Malgré la diminution des réserves en eau des barrages, les besoins en eau potable sont satisfaits à travers :

- Le recours au dessalement de l'eau de mer, notamment à Agadir, Al Hoceima, Safi et El Jadida;
- Renforcer l'approvisionnement en eaux souterraines;
- Donner la priorité à l'eau potable en fonction de la réserve d'eau disponible, puis déterminer les programmes d'approvisionnement en eau d'irrigation en coordination avec le Ministère de l'agriculture.

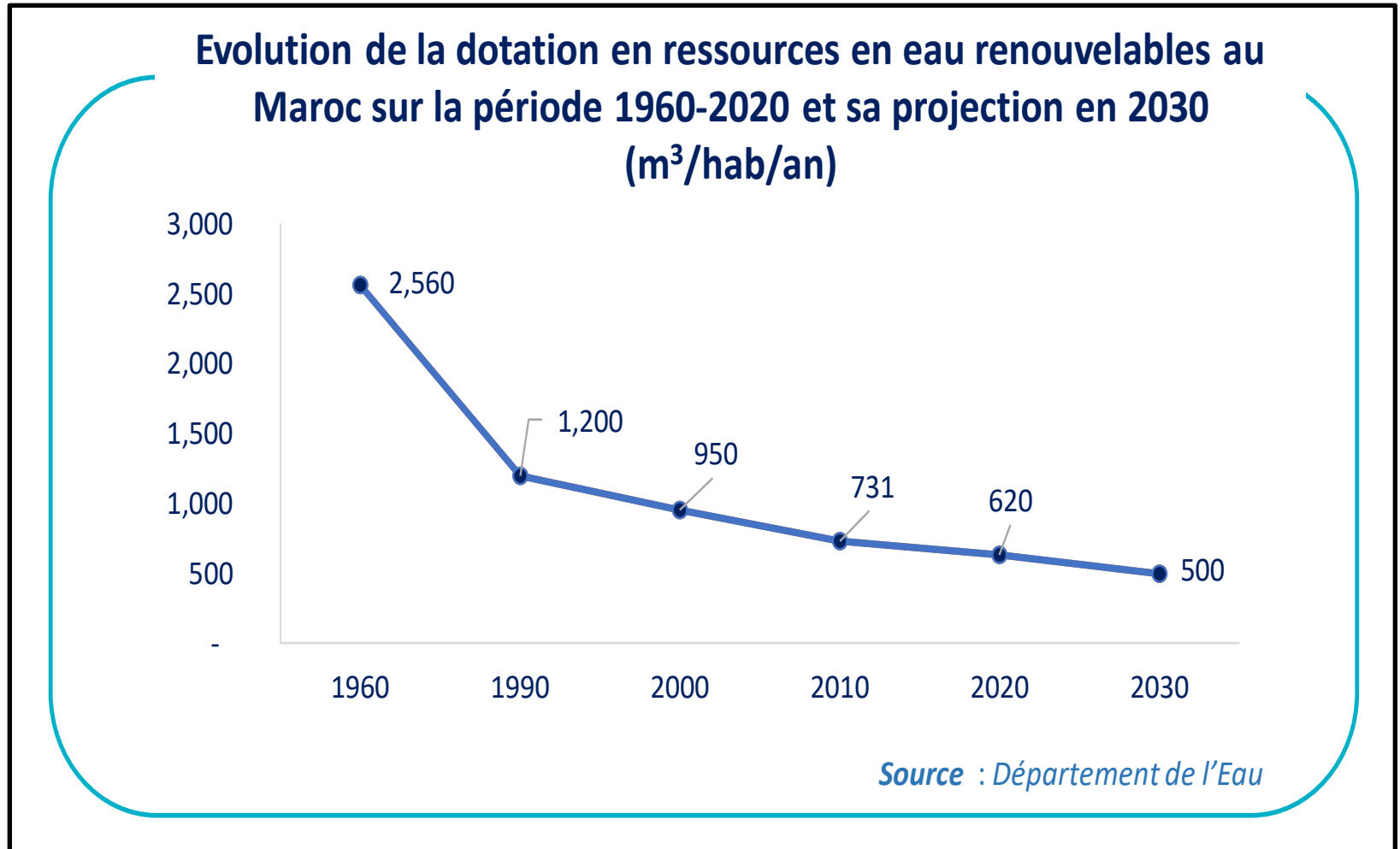


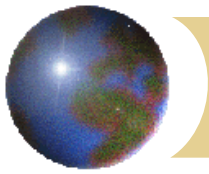
# Déficits de pluviométrie de plus en plus fréquents et sévères...



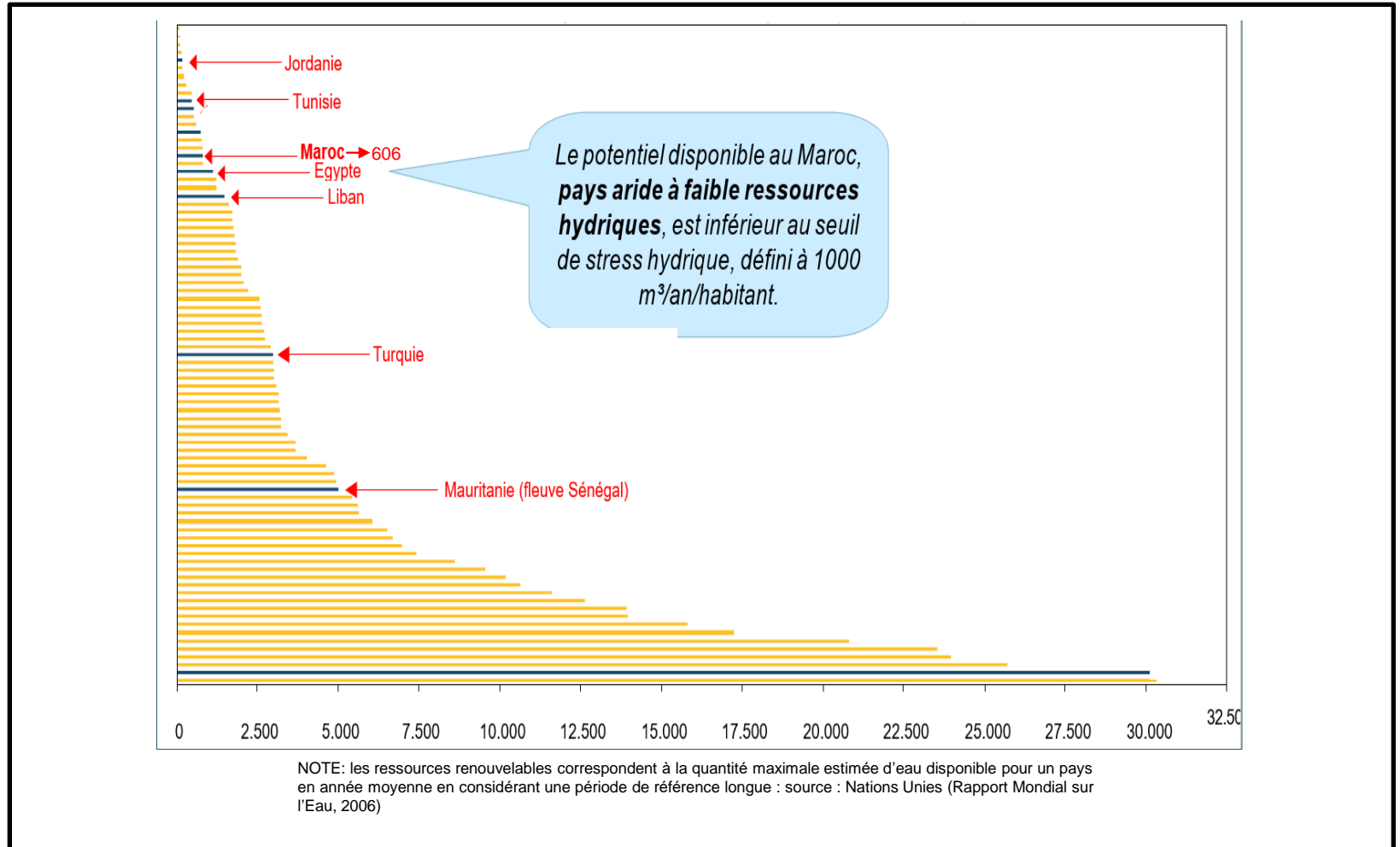


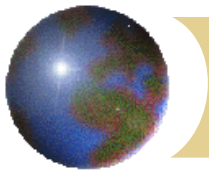
## De l'excédent, au stress, et à la pénurie...



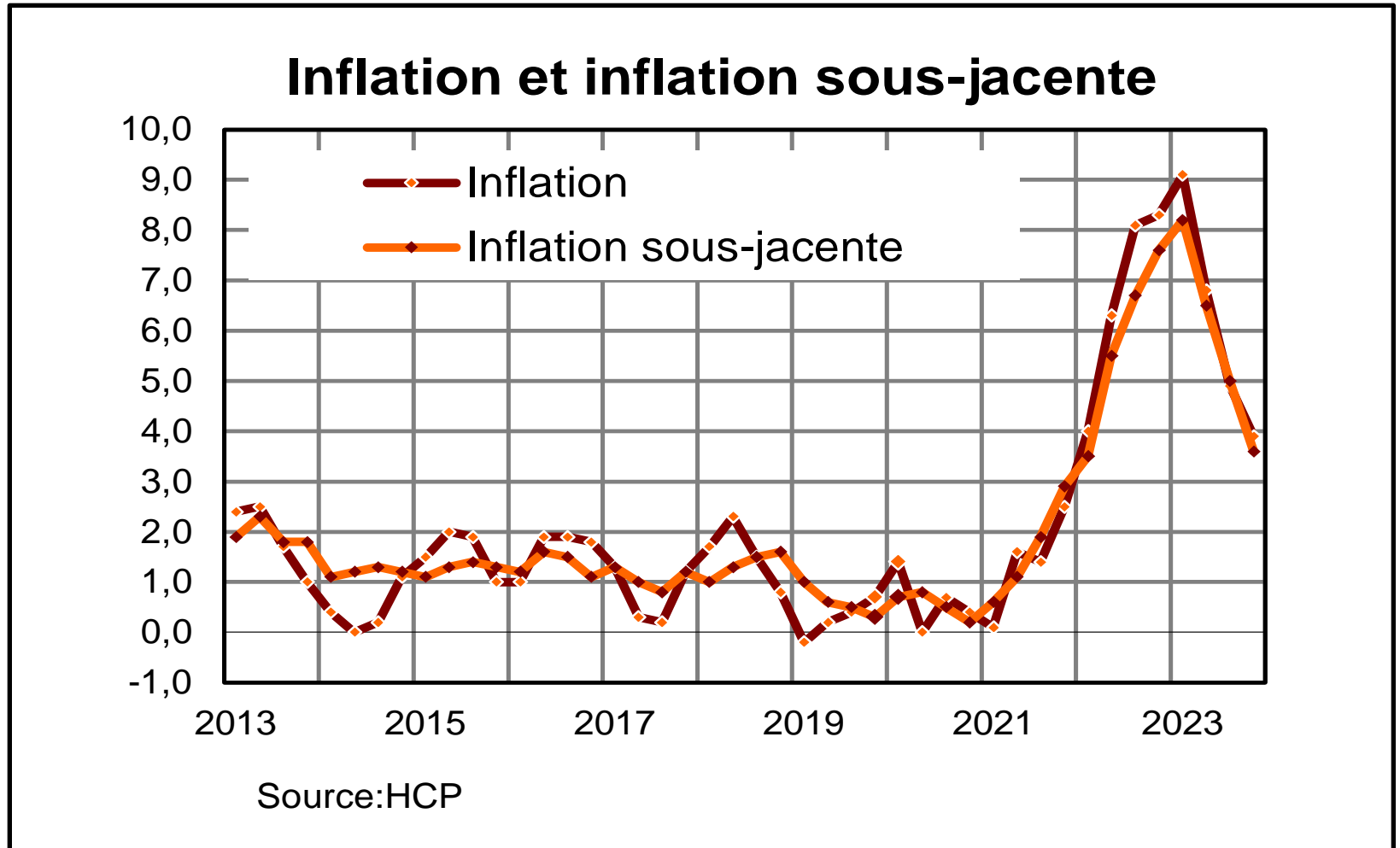


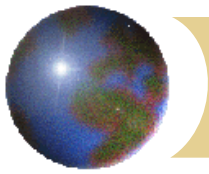
# Le Maroc, parmi les pays les plus en stress hydrique...





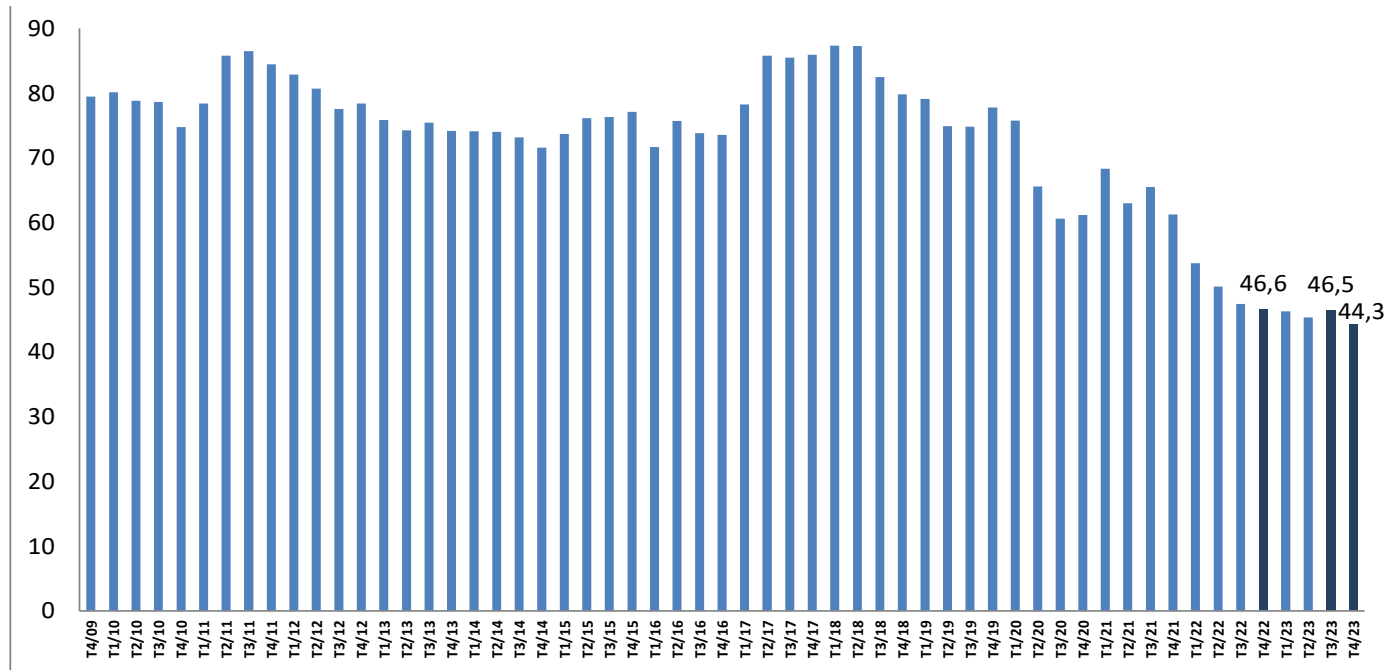
## *Une inflation qui reste élevée...*





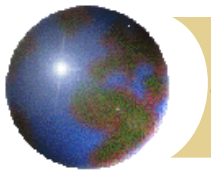
# La « confiance » des ménages au plus bas...

## Evolution de l'indice de confiance des ménages



Source : HCP, Enquête permanente de conjoncture auprès des ménages

Les composantes de l'ICM portent sur la perception par les ménages de l'évolution du niveau de vie, du chômage, de l'opportunité à effectuer des achats de biens durables et de leur situation financière.

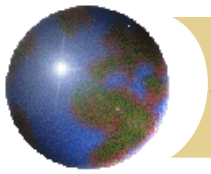


## Le contexte...

C'est donc dans ce contexte que la LF-2024 est engagée...

Il y a certes les problèmes « éternels » de l'économie marocaine (croissance, répartition, rente, informel, conflit d'intérêt...); il y a aussi le contexte international et ses incertitudes

Mais le fait nouveau est que cette prise de conscience que la ressource **Eau** constitue désormais une **contrainte majeure** pour le développement de notre économie, contrainte qui va nous imposer, tôt ou tard, **des changements radicaux** tant au niveau de nos modèles de production que de consommation...



## Le contexte...

La LF-2024 est donc face à cette difficile équation:

❑ Les problèmes « nouveaux »:

Pénurie d'eau, stagflation, chantiers nouveaux (Haouz, autoroute de l'eau, infrastructures de football...), géopolitique mondiale...

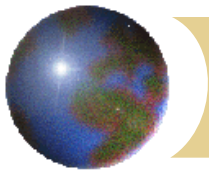
❑ ... S'ajoutent aux problèmes anciens:

\* Faire avec une structure des dépenses très rigides (salaires, dette...), ou en augmentation (Personnel, défense, sécurité, retraites, déficits des Etablissements publics,

\* Augmenter les dépenses pour répondre aux engagements de l'État social: couverture médicale, allocations familiales, aide au logement...

\* Et en même temps, faire face à l'insuffisance chronique des ressources (fiscales et non fiscales...);

❑...Tout en préservant un niveau de déficit « acceptable »!



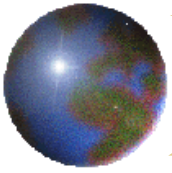
## Le contexte...

Face à une telle situation, la LF-2024 ne fait guère œuvre d'imagination!

- \*Elle reste dans la droite ligne de **l'orthodoxie financière** et des politiques néo-libérales, au bilan si décevant...
- \*Elle reste sous **influence des IFI**, d'autant plus que le besoin d'endettement et des IDE reste élevé;
- \*Elle s'avère marquée par les **conflits d'intérêts** et par la «nature» du gouvernement... Elle continue d'être le terrain privilégié des lobbies et des intérêts de classe.

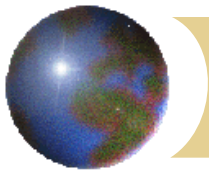
Soumission aux « injonctions » des uns, largesses pour les autres, austérité pour le plus grand nombre, et endettement pour tous...

Telles semblent être les « réponses » apportées dans cette loi de finances...



## **2. Cadre général**

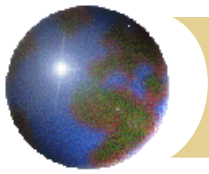
**Orientations, hypothèses,  
Équilibre...**



## 2. Cadre général

### Orientations générales:

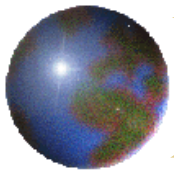
1. Mise en œuvre du programme de reconstruction et de mise à niveau des régions sinistrées par le séisme d'Al Haouz;
2. Poursuite du processus de consolidation des fondements de l'État social;
3. Poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles;
4. Renforcement de la soutenabilité des finances publiques.



## 2. Cadre général

A part l'intérêt -ponctuel- accordé à la reconstruction des régions sinistrées du Haut-Atlas, et de la poursuite de la mise en œuvre du programme de l'État social, **les priorités n'ont pas changé**: Réformes dites structurelles, préservation des équilibres macro-économiques, soutien à l'investissement et à l'entreprise, etc...

**Les hypothèses** quant à elles apparaissent toujours aussi fragiles, quand elles ne sont pas déjà dépassées par les faits, puisque dépendant de facteurs climatiques et/ou externes: campagne agricole, demande externe, cours des matières importées, du dollar et de l'euro...



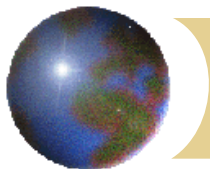
## 2. Cadre général

### Hypothèses – Objectifs:

Indicateurs	LF-2023	2023 Réalisé	LF-2024
* Croissance	4%	3.3%	3.7%
* Inflation	2%	6.1%	2.5%
* Déficit budgétaire	4.5%	4.8%	4.0%
* Production céréalière	75 Mqx	55	75
* Cours du gaz butane	800 \$/T	590	500
* Demande étrangère	2.5%	2.4%	2.9%

NB: Les cours du baril de pétrole et du dollar / euro / dirham ne sont plus formellement retenus...

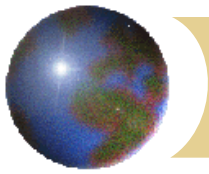
Source: PLF-2024, Note de présentation et Rapport économique et financier; HCP, BEP 2024.



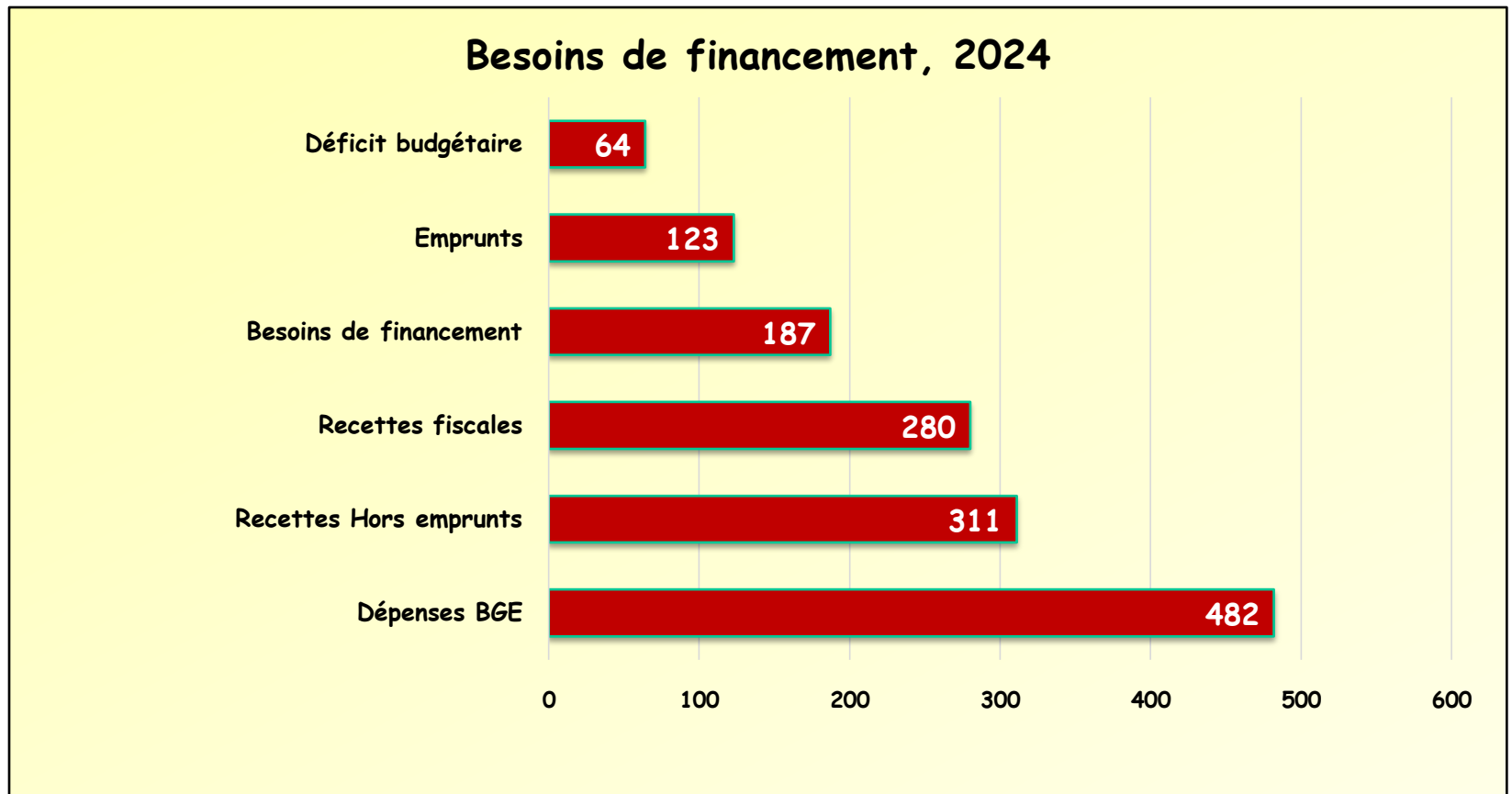
# ***LF-2024: Budget de l'Etat***

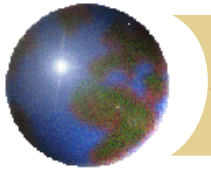
## ***Charges et Ressources (MM Dh)***

<b>Recettes ordinaires du Budget Général - BG (1)</b>		<b>311</b>
<b>Dépenses ordinaires du BG (2)</b>		<b>318</b>
<b>Solde ordinaire (3=1-2)</b>		<b>-6</b>
<b>Dépenses d'investissement du BG (4)</b>		<b>118</b>
<b>Solde du BGE (Hors Emprunt et Amt Dette) (5)</b>		<b>-124</b>
<b>SEGMA (2-2=0) (6)</b>		<b>-</b>
<b>CST (137.8-138.1= -0.3) (7)</b>		<b>-</b>
<b>Solde Budget Etat (Hors Am &amp; Emp) (8=5+6+7)</b>		<b>-125</b>
<b>Amortissement Dette publique MLT (9)</b>		<b>-62</b>
<b>Besoins bruts de financement de la LF (10=8-9)</b>		<b>-187</b>
<b>Recettes d'emprunts à MLT (11)</b>		<b>-123</b>
<b>Besoins résiduels de financement de la LF (10+11)</b>		<b>-64</b>

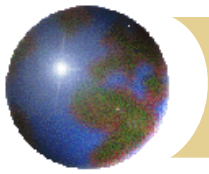


# Besoins de financement... ou Déficit réel?



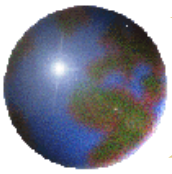


# 3. Dépenses: Rigidité et sécurité...

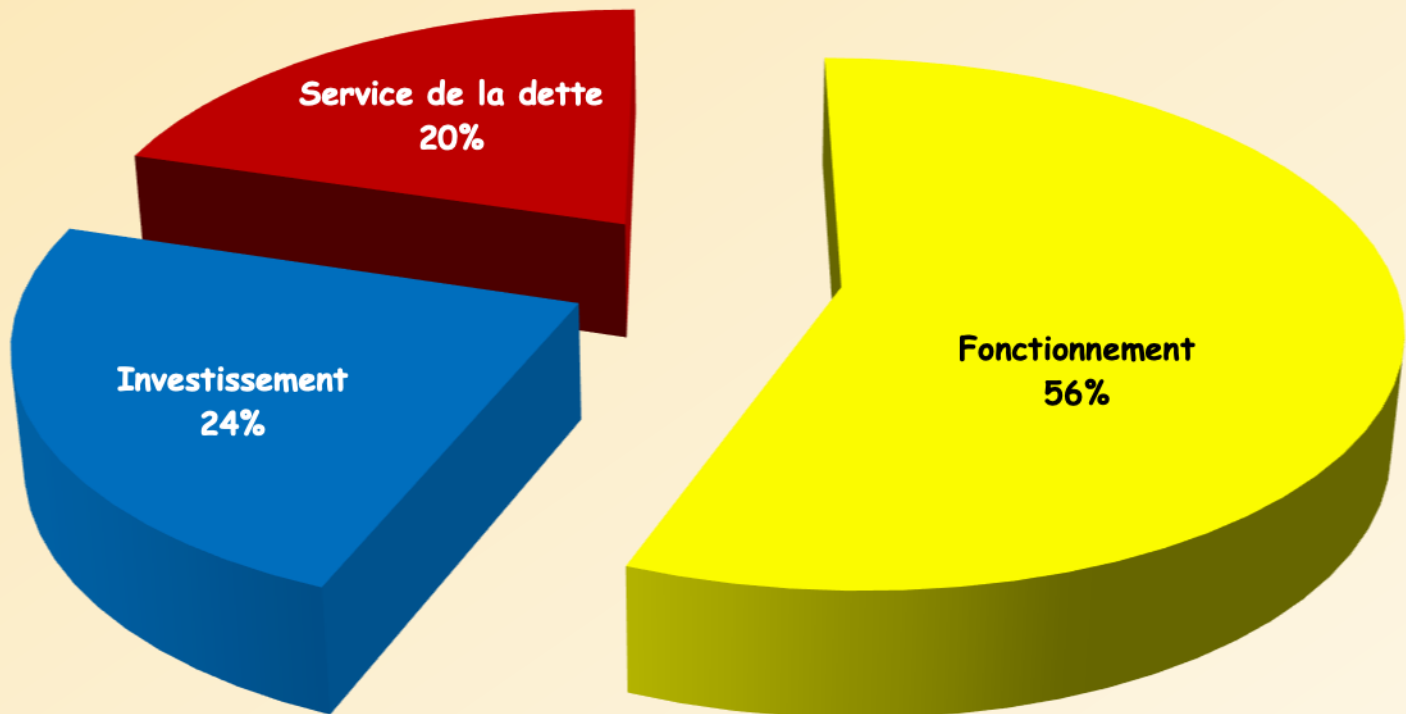


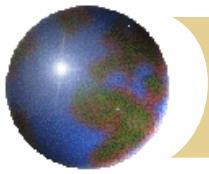
## *LF-2024: Dépenses du BGE*

<b>BGE</b>	<b>498.2 Mdh</b>	<b>100</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>279.4</b>	<b>56.1</b>
Salaires	161.6	
Matériel...	71.2	
Ch.com.	34.8	
Dép Rembt & imprév	11.8	
<b>Investissement</b>	<b>118.1</b>	<b>23.7</b>
<b>Service Dette (Amt + Int)</b>	<b>100.6</b>	<b>20.2</b>

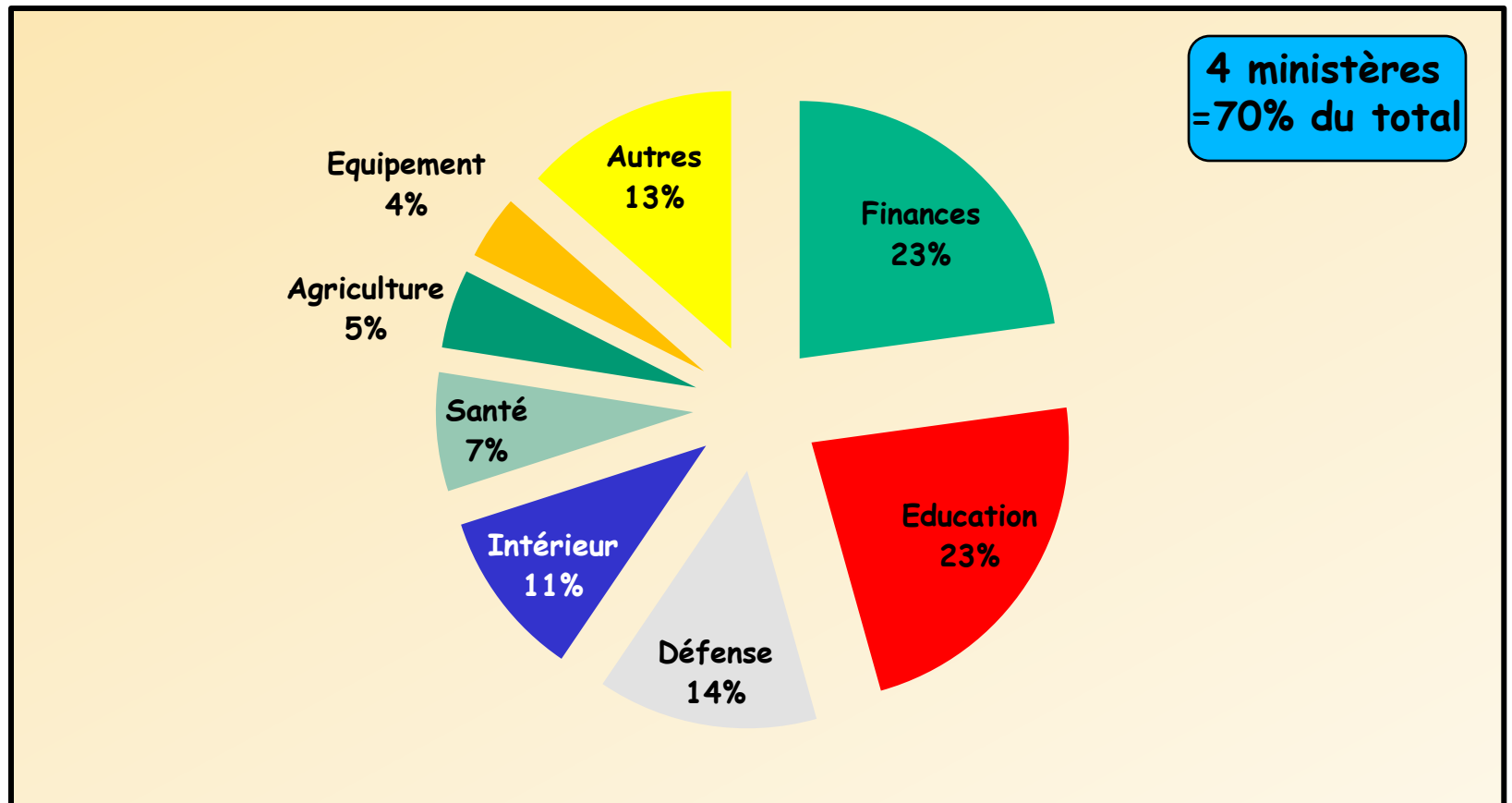


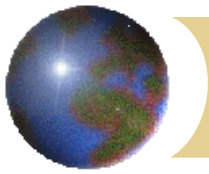
## Structures des dépenses du BGE, 2024





# Structure des dépenses Fonctionnement & Investissement (par ministères, 2024)



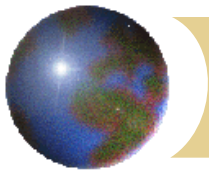


## LF-2024: Création d'emplois

**29534 + 20000 (AREF...)**

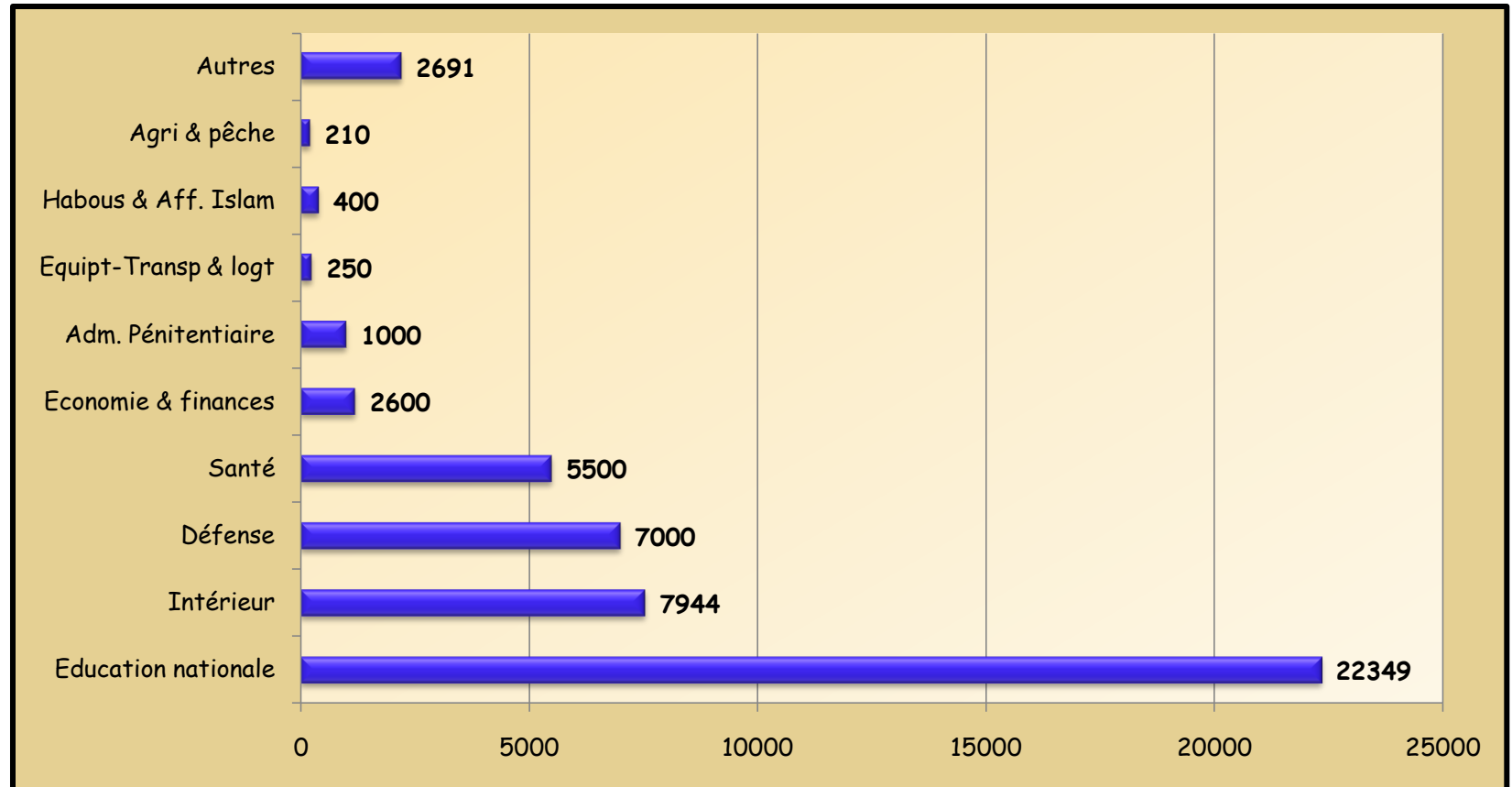
▪ Intérieur	7944 =	27%	27%
▪ Défense	7000 =	24%	51%
▪ Santé	5500 =	19%	70%
▪ Economie & finances	2600 =	9%	79%
▪ Enseignement Sup	2349 =	8%	87%
▪ Adm pénitentiaire	1000 =	3%	90%
▪ Justice	450 =	2%	92%
▪ Autres (30 Adm)	2691 =	8%	100%

**Intérieur + Défense + Santé = 70% des emplois  
+ Education = 40444 emplois, soit 82% du total...**

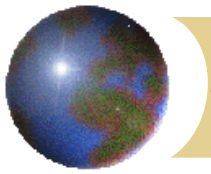


# Créations d'emplois

## Répartition par ministères, 2024



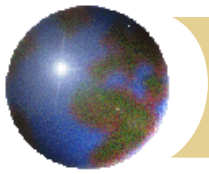
\* 3 Départements : 69% des emplois; 5 Départements : 86% des emplois.



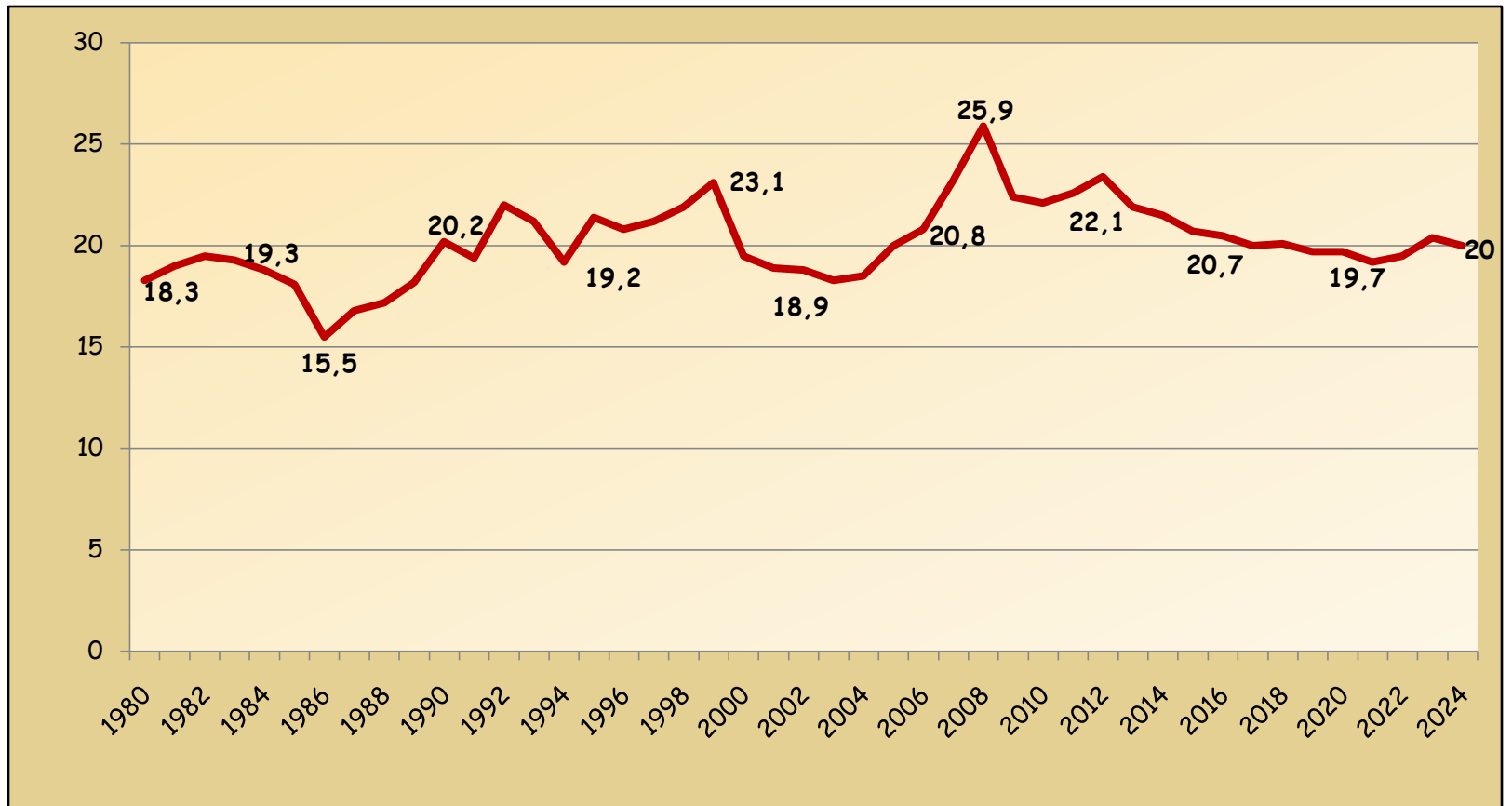
## 4. Ressources:

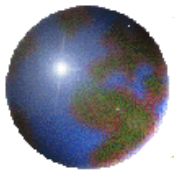
### La dette contre l'impôt

Un système fiscal incapable de financer  
une proportion raisonnable du BGE,  
d'où le recours à la dette,  
qui dispense de la réforme fiscale...



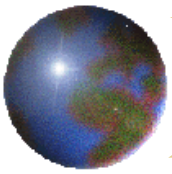
# Evolution de la Pression fiscale en longue période (1980 - 2024)



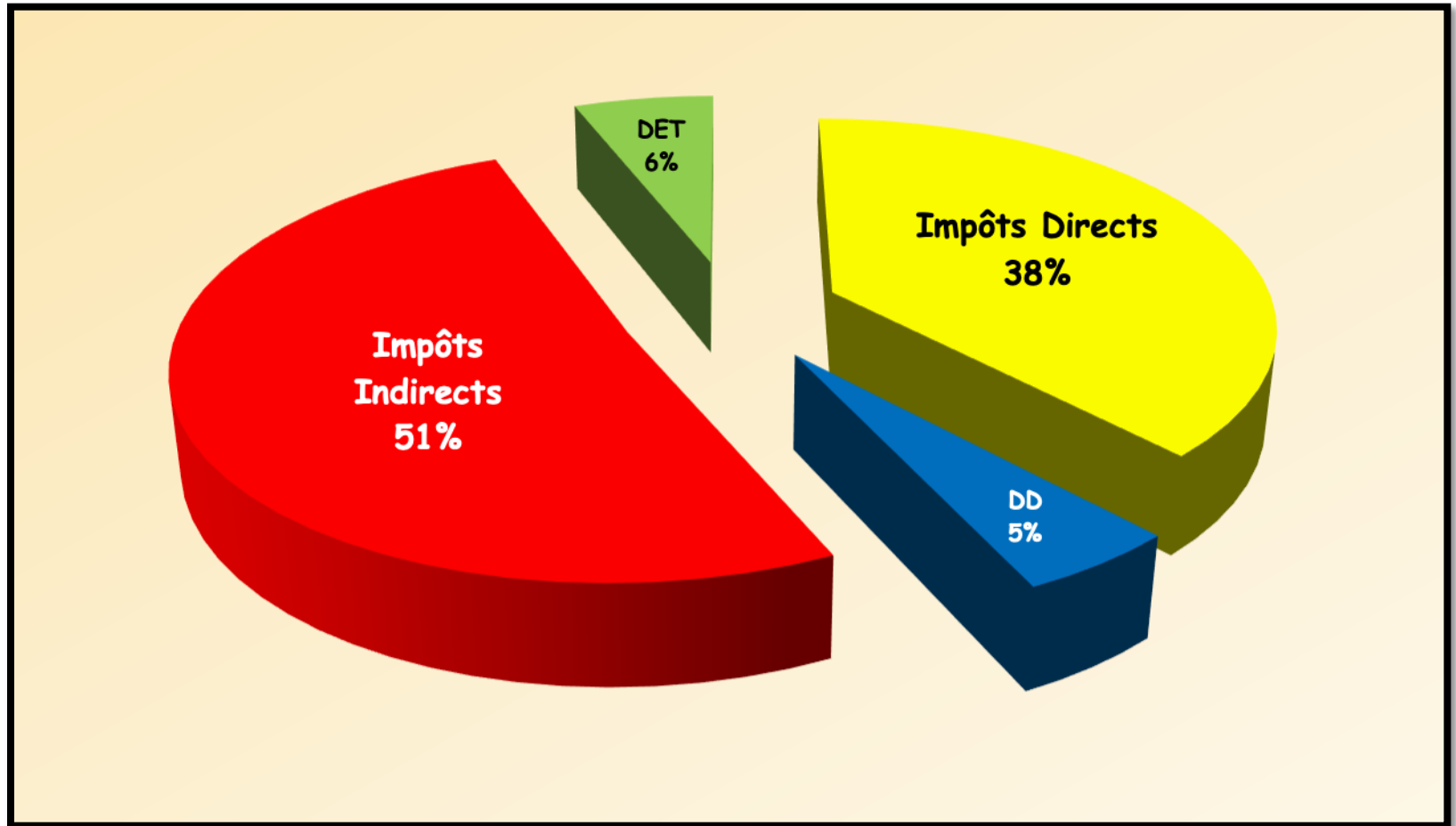


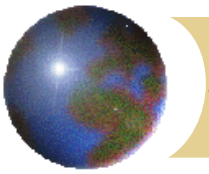
# Structure du Système fiscal (LF-2024)

Recettes fiscales (MMDh)	330*	100
<b>Impôts Directs</b>	<b>126</b>	<b>38</b>
IS	66	20
IR	57	17
<b>Droits de Douane</b>	<b>16</b>	<b>05</b>
<b>Impôts Indirects</b>	<b>170</b>	<b>51</b>
TVA totale	136	41
TVA - Imports      95		
TVA - Intérieure  41		
TIC - Pétrole	17	06
TIC - Tabac	13	04
<b>Droits d'enregt et de timbre</b>	<b>16</b>	<b>06</b>

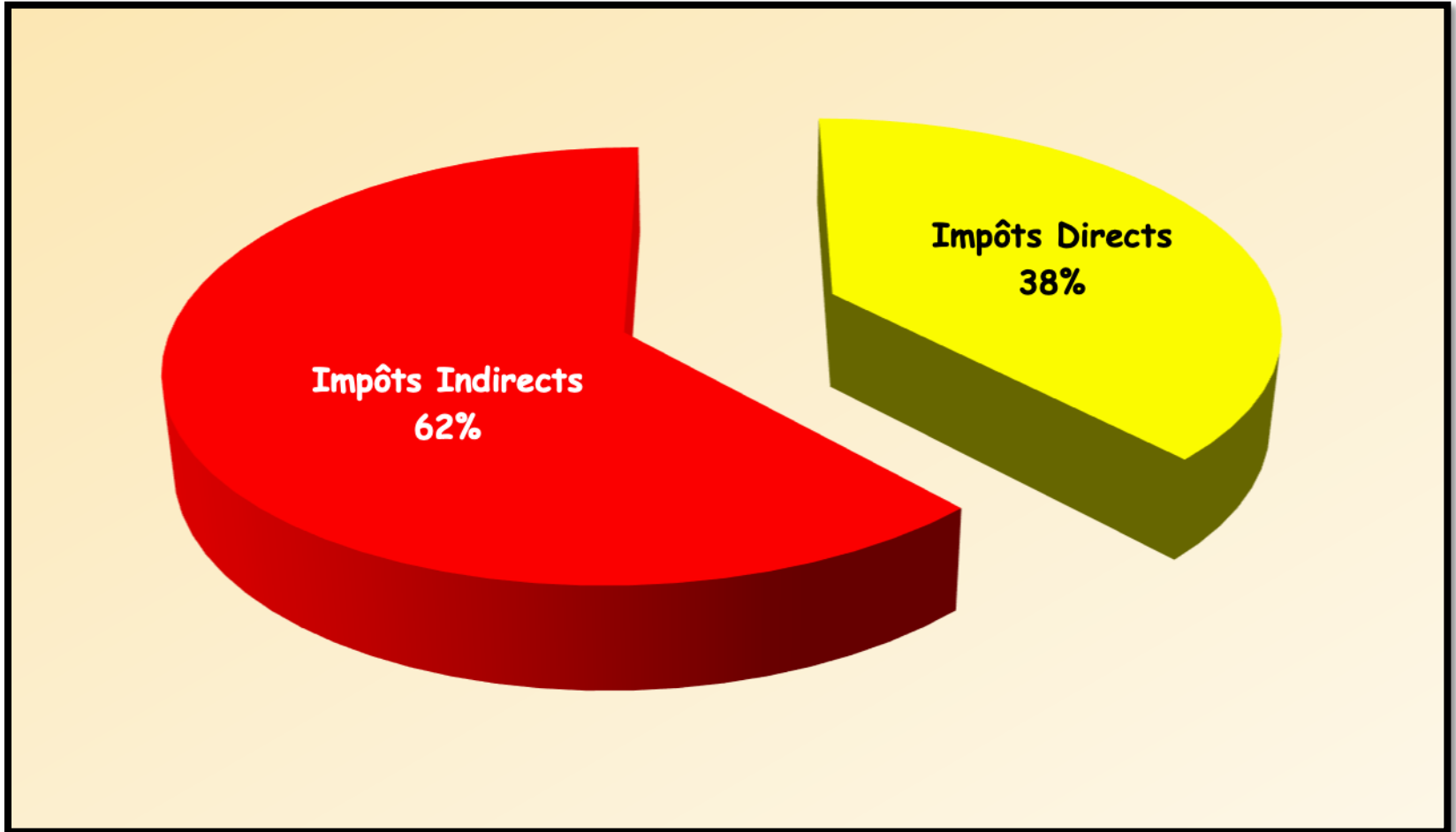


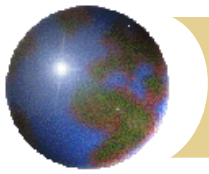
# *Structure des recettes fiscales, 2024*



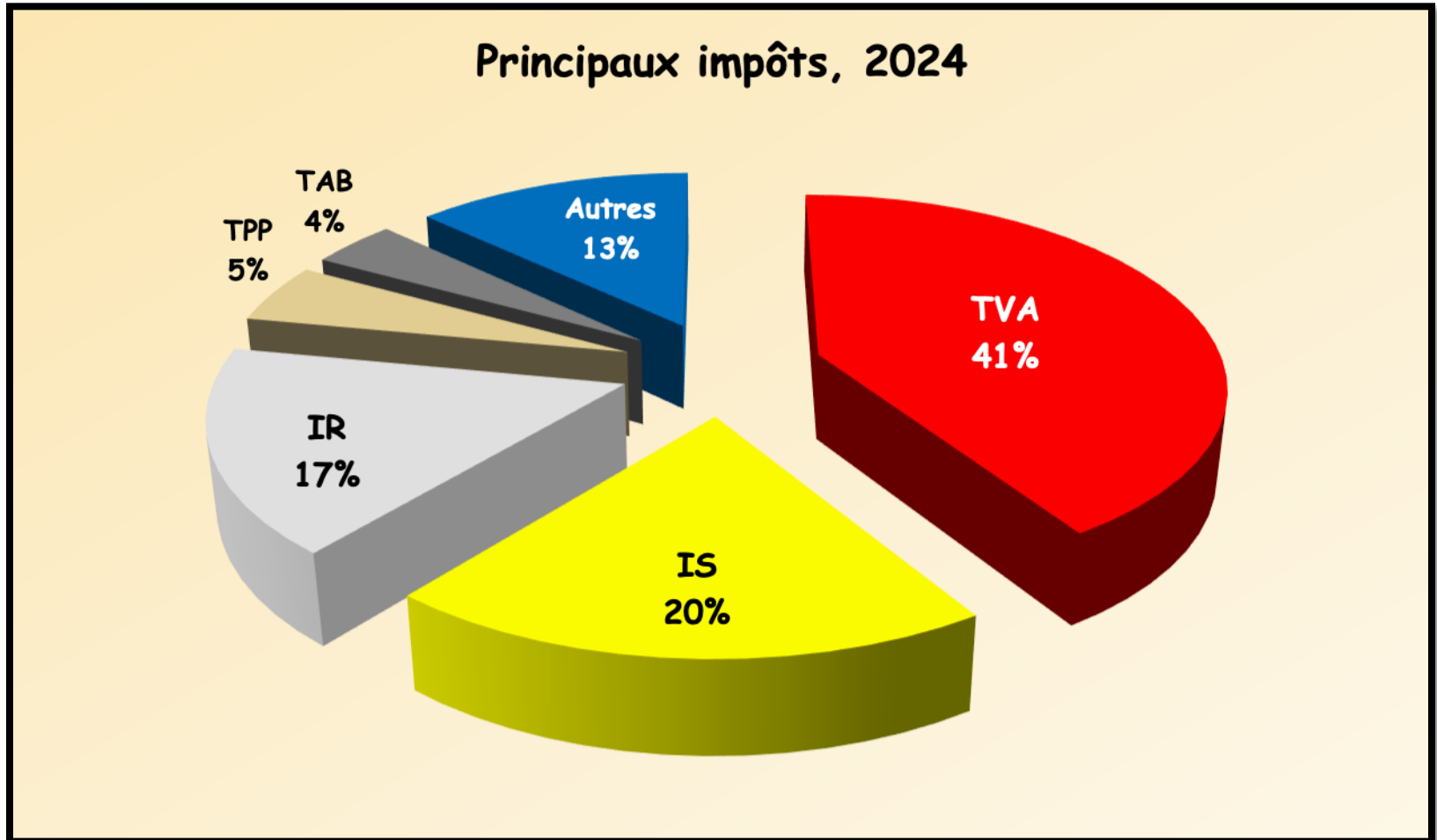


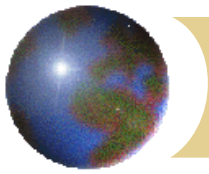
# *Impôts Directs et Indirects, 2024*





# Concentration fiscale, 2024

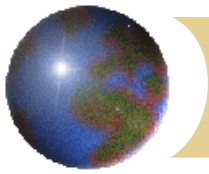




# Concentration Fiscale

« Top Five » fiscal du Maroc, 2024

Impôts	Rang	Mdh	%	Cumul
TVA	1	136	41	41
IS	2	66	20	61
IR	3	57	17	78
TPE	4	17	5	83
TAB	5	12	4	87
Autre	-	33	13	100
Total	-	272	100	-

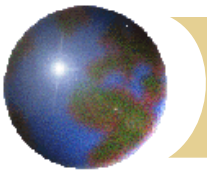


# *Insuffisances structurelles des RF*

## *Structure des ressources du BGE, 2024*

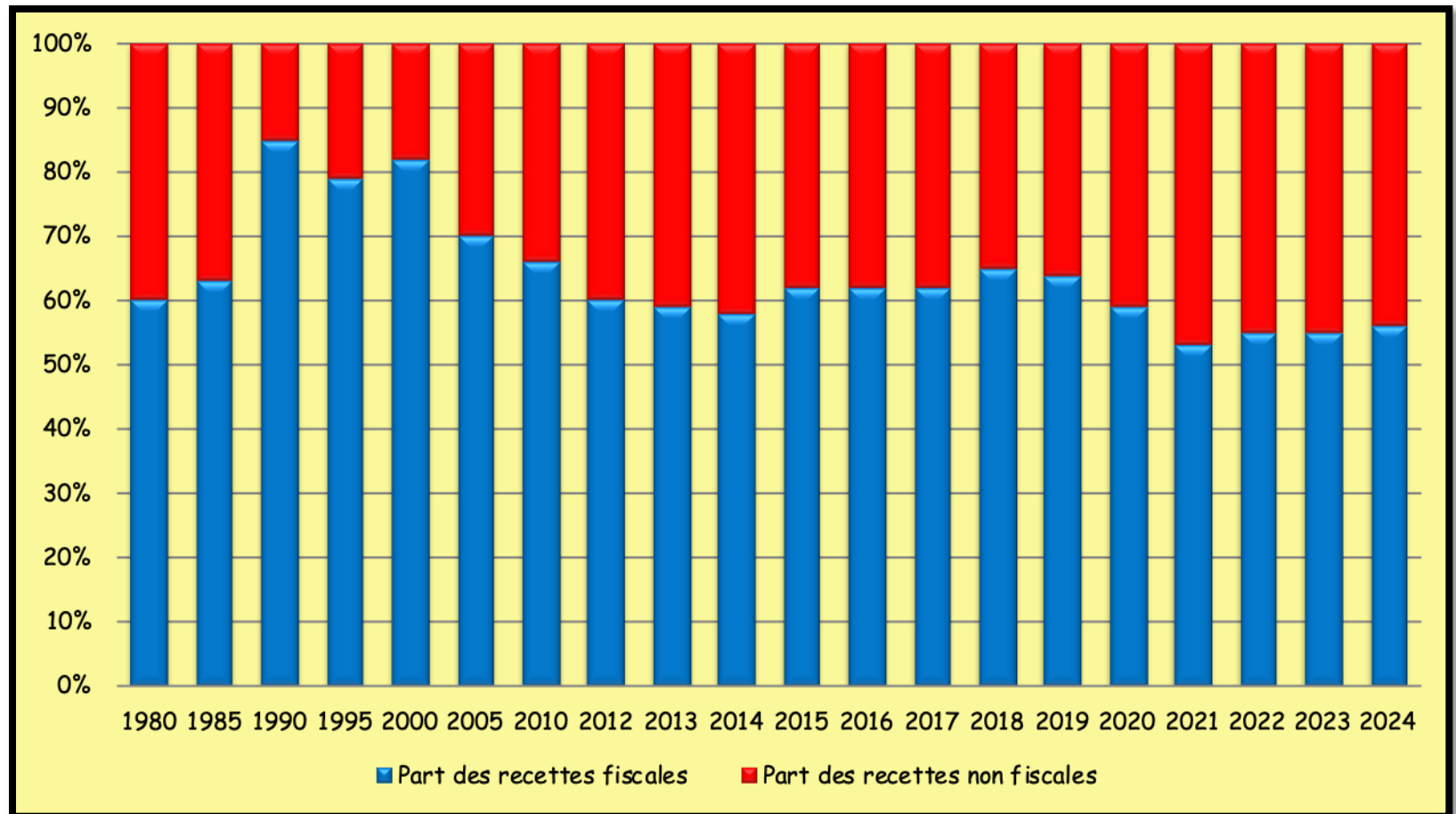
<b>Ressources du BGE</b>	<b>434</b>	<b>100</b>
<b>Recette fiscales</b>	<b>280</b>	<b>65</b>
<b>Recettes non fiscales</b> (Revenus du Domaine de l'Etat, monopoles, participations, dons...)	<b>31</b>	<b>7</b>
<b>Emprunts</b>	<b>123</b>	<b>28</b>

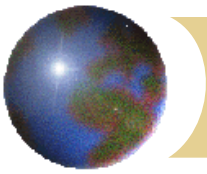
Les Recette fiscales représentent 65% des ressources du BGE et couvrent à peine **56%** de **ses dépenses** (280/498 MMDH)



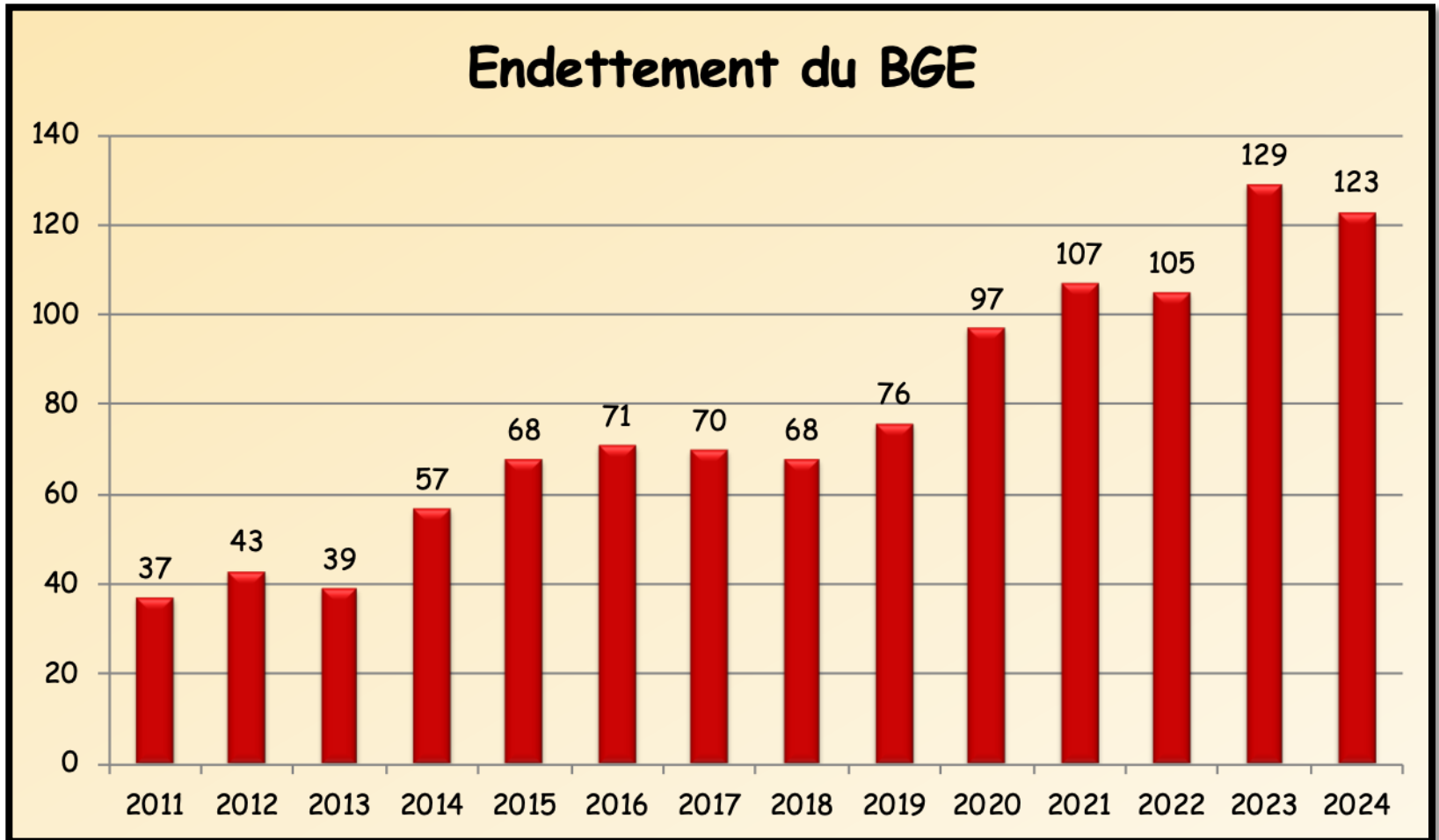
# Autosuffisance fiscale de l'Etat...

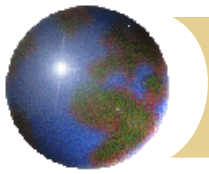
Part en % des RF dans le financement des dépenses du BGE (1980-2024)



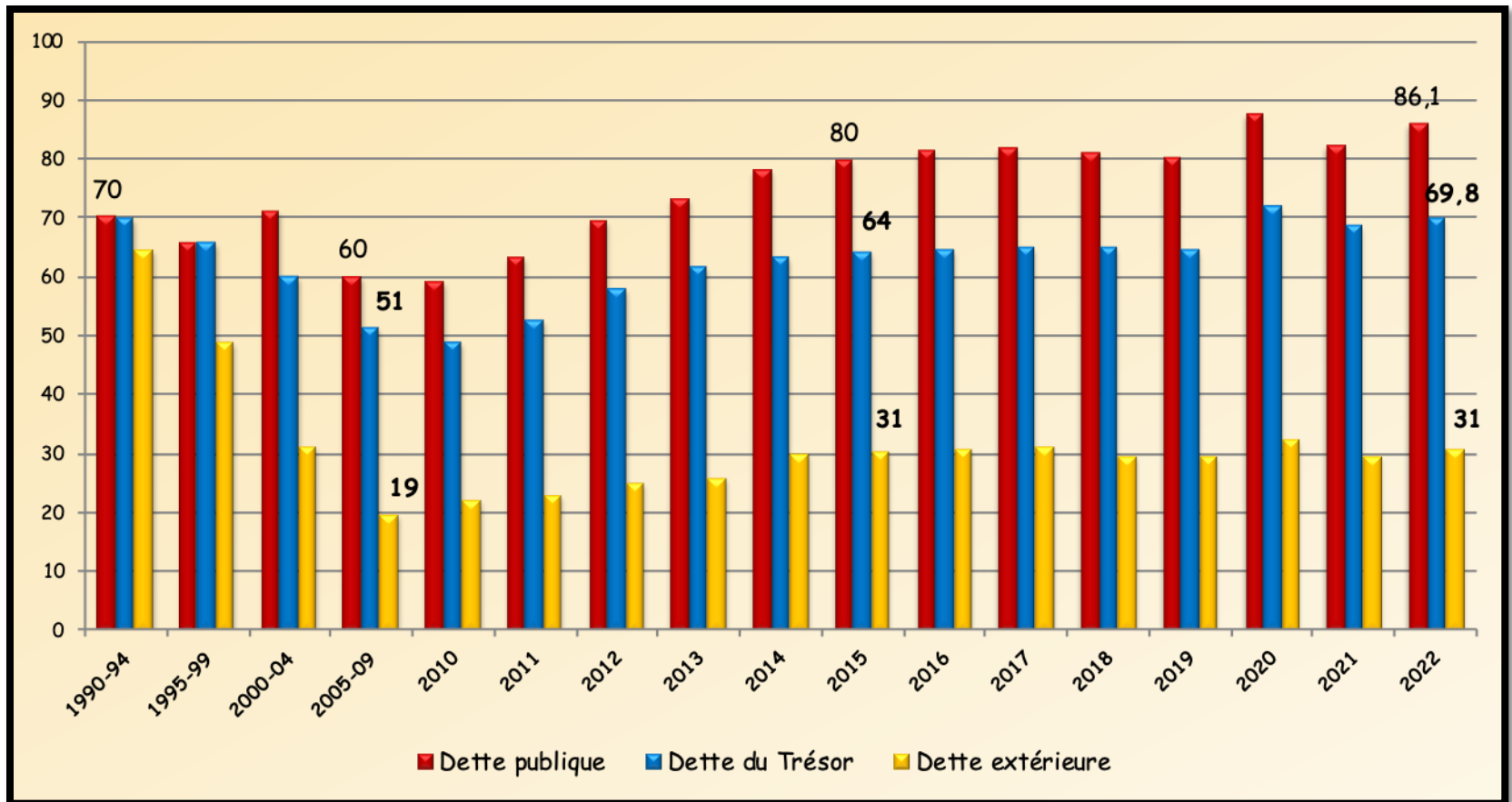


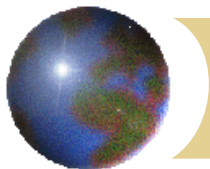
## *Recours à l'endettement...*





# Evolution de la dette publique et de la dette du Trésor (en % du PIB)



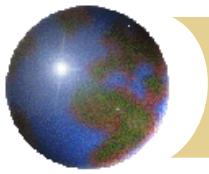


## Evolution de l'endettement public (en milliards de DH, Ministère des finances...)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>I- Dette intérieure du Trésor (1+2)</b>	<b>488,4</b>	<b>514,7</b>	<b>539,1</b>	<b>574,6</b>	<b>585,7</b>	<b>632,9</b>	<b>681,5</b>	<b>722,9</b>
En % du PIB	45,3	47,0	46,9	48,1	47,2	54,9	53,5	54,3
1- Adjudications des bons du Trésor	<b>470,1</b>	<b>490,0</b>	<b>516,7</b>	<b>546,2</b>	<b>557,2</b>	<b>600,7</b>	<b>646,6</b>	<b>665,8</b>
En % du PIB	43,6	44,8	45,0	45,7	44,9	52,1	50,7	50,1
2- Autres instruments de la dette intérieure	<b>18,3</b>	<b>24,7</b>	<b>22,4</b>	<b>28,4</b>	<b>28,5</b>	<b>32,2</b>	<b>34,9</b>	<b>57,2</b>
En % du PIB	1,7	2,3	2,0	2,4	2,3	2,8	2,7	4,3
<b>II- Dette extérieure du Trésor</b>	<b>140,8</b>	<b>142,8</b>	<b>153,2</b>	<b>148,0</b>	<b>161,6</b>	<b>199,7</b>	<b>203,8</b>	<b>228,9</b>
En % du PIB	13,1	13,0	13,3	12,4	13,0	17,3	16,0	17,2
<b>III- Encours de la dette directe (I+II)</b>	<b>629,2</b>	<b>657,5</b>	<b>692,3</b>	<b>722,6</b>	<b>747,3</b>	<b>832,6</b>	<b>885,3</b>	<b>951,8</b>
En % du PIB	58,4	60,1	60,3	60,5	60,3	72,2	69,5	71,6
<b>IV- Dette extérieure des AEP</b>	<b>160,2</b>	<b>169,7</b>	<b>179,7</b>	<b>179,1</b>	<b>179,9</b>	<b>177,5</b>	<b>176,0</b>	<b>193,7</b>
En % du PIB	14,9	15,5	15,6	15,0	14,5	15,4	13,8	14,6
<b>Dette publique extérieure (II+IV)</b>	<b>301,0</b>	<b>312,5</b>	<b>332,9</b>	<b>327,1</b>	<b>341,5</b>	<b>377,2</b>	<b>379,7</b>	<b>422,6</b>
En % du PIB	27,9	28,6	29,0	27,4	27,5	32,7	29,8	31,8
<b>PIB à prix courants, base 2014</b>	<b>1 078,1</b>	<b>1 094,2</b>	<b>1 148,9</b>	<b>1 195,2</b>	<b>1 239,8</b>	<b>1 152,5</b>	<b>1 274,7</b>	<b>1 330,2</b>

Sources : MEF (DTFE) et HCP pour le PIB nominal.

2022: Dette directe du trésor + Dette garantie = 951,8 + 193,7 = 1145,5 MMDH, et 86,1% du PIB

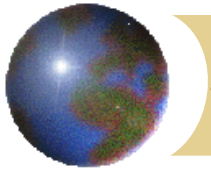


## « *Trappe de la dette* »...

### En 2024:

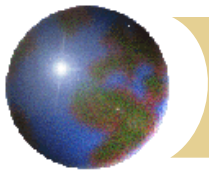
- ❑ Emprunts nouveaux: 124 Mds DH, soit 28% des ressources du BGE
- ❑ Service de la dette: 101 Mds DH, soit 20% des dépenses du BGE
- ❑ Par rapport aux recettes fiscales attendues:  
Le service de la dette en représente 31%, et même 36% des recettes fiscales qui restent dans le BGE...

**L'insécurité fiscale conduit à l'endettement,  
et l'endettement à l'absence de réforme...**



## 5. Question en débat:

L'État social est-il viable  
sans l'Etat fiscal?



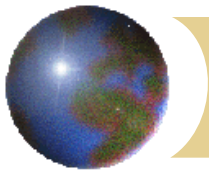
## **L'État social...**

Au-delà de ses différentes appellations, il s'agit de **systèmes d'assurance sociale ou d'assistance** qui matérialisent une prise en charge collective des risques encourus par les citoyens tout au long de leur vie.

Le dispositif est fondé sur des règles communes de droit, collectivement adoptées et partagées, comme le droit du travail, les conventions collectives, la sécurité sociale...

Il existe une **acception étroite** de l'État social, et une autre plus **large**:

- ❑ **L'approche limitative** se contente du système de protection sociale, auquel on peut ajouter la législation du travail...
- ❑ **L'approche plus large** ajoute aux deux précédentes dimensions les services publics et même les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi.



# Modèles de l'État social...

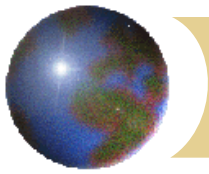
Critère	Libéralisme	Social-démocrate (Beveridgien)	Conservateur-corporatisme (Bismarkien)
Pays d'origine	États-Unis	Royaume-Uni, Suède	Allemagne
Principe	Assurance Subsidiarité et sélectivité	Assistance Universalité	Assurance Contributivité
Règles d'attribution	La pauvreté et le « mérite »	La citoyenneté ou la résidence	L'emploi, le statut + ayants droits
Nature de la prestation	Minimum vital sous conditions de ressources (seuil de pauvreté)	Services sociaux gratuits, prestations en espèces forfaitaires	Revenu de remplacement (proportionnels à durée et montant cotisé), « filet de sécurité »
Mode de financement	Impôts + dons	Impôts dominants	Cotisations sociales salariées et employeur

En fait, la plupart des pays tendent vers des systèmes plus ou moins **mixtes**, ou **hybrides**, combinant logique assurancielle et vellétés assistancielles...

Source : Gilles Caire, *Économie de la protection sociale*, Collection Amphi économie, Bréal 2002.

In : N. Akesbi, « L'Etat social au Maroc: Ses ambitions et ses conditions », *Revue Majallat Arrabii*, périodique du CERM, n° 15, 2023.

Disponible sur le blog: <https://najibakesbiblog.wordpress.com/letat-social-cerm-27juin2023>

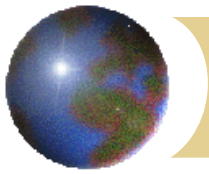


## **Entre Assurance et Assistance...**

Pour faire face aux « risques de la vie », tout système de protection sociale repose sur l'un et/ou l'autre des deux principes suivants : **l'assurance et l'assistance** (aide ou subv).

- **La logique de l'assurance** est fondée sur la cotisation qui finance une protection sociale contre les risques de maladie, de chômage ou d'accident de travail par exemple.
  
- **La logique de l'assistance** vise la population la plus pauvre ou plus vulnérable à travers des allocations familiales, la garantie d'un revenu direct minimal, l'aide au logement, les subventions aux prix de produits de base, etc.

Les textes du projet marocain reconnaissent que le **système marocain en construction devra forcément reposer sur les deux piliers que sont ceux de l'Assurance et de l'Assistance.**

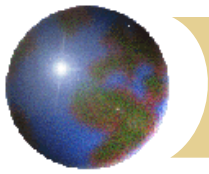


# Calendrier de généralisation de la protection sociale

Le discours royal du 29 juillet 2020 lança « le processus de généralisation de la couverture sociale au profit de tous les marocains », à réaliser au cours de la période 2021-2025, et selon le calendrier suivant:

- ❑ **2021-2022**: Généralisation de l'**AMO**, au profit de 22 millions de personnes supplémentaires;
- ❑ **2023-2024**: Généralisation des **allocations** au profit des familles qui n'en profitent pas encore, courant 7 millions d'enfants en âge de scolarité;
- ❑ **Horizon 2025**: Élargissement des régimes de **retraite** pour inclure 5 millions de personnes qui exercent un emploi et ne bénéficient d'aucune pension;
- ❑ **2025**: Généralisation de l'indemnité pour **perte d'emploi** pour couvrir toute personne exerçant un emploi stable.

Potentiellement, on peut donc considérer que les « cinq risques » sont plus ou moins couverts par le projet marocain :  
enfance, éducation, santé, emploi, vieillesse...

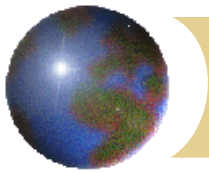


## Financement...

La Loi-cadre énonce que la généralisation de la protection sociale repose sur deux mécanismes de financement :

- \* Un mécanisme basé sur l'**affiliation** pour les personnes capables de cotiser (Assurance);
- \* Un mécanisme basé sur la **solidarité** en faveur des personnes n'ayant pas la capacité de supporter les droits d'affiliation.

Le système marocain sera ainsi forcément **hybride** : Un régime assurantiel avec une composante subventionnelle  
Ainsi, le **second mécanisme**, basé sur la solidarité, reposerait sur les **sources de financement suivantes** : dotation du budget de l'État, recettes fiscales réservées au financement de la protection sociale, ressources dégagées à l'issue de la réforme de la compensation, dons et legs, ainsi que toute autre ressource pouvant être instituée par des textes de lois ou réglementaires..



## Financement...

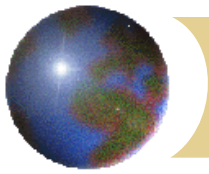
En 2022, le Ministre du Budget\* déclare que le budget de la réforme de la sécurité sociale nécessitera une enveloppe de **51 Mds de dirhams**, dont:

- 14 Mds de dirhams pour la généralisation de l'AMO;
- 19 Mds pour la généralisation des allocations familiales;
- 17 Mds pour les retraites;
- 1 Md de dirhams pour "fluidifier" le système des indemnités pour perte d'emploi.

**Sur les 51 milliards de ce budget:**

- La moitié (25 Mds) serait assurée par « les contributions des citoyens »;
- L'autre moitié (26 Mds) serait fournie par le budget de l'État

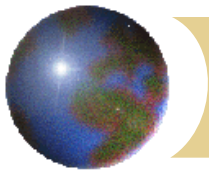
(\* ) Intervenant à l'occasion de Forum mondial de la sécurité sociale, organisé à Marrakech en octobre 2022, *La Quotidienne*, 24.10.2022 - [Lekjaa : La généralisation de la protection sociale nécessite une réforme de la compensation \(laquotidienne.ma\)](#).



## Financement...

Pour la généralisation des allocations familiales, son financement devrait reposer sur trois actions :

1. La réforme des programmes d'aides déjà existants (tel *Tayssir*,...), le but étant de « les regrouper et les généraliser selon des critères d'éligibilité précis » ;
2. La réforme de la Caisse de compensation avec l'objectif, là aussi, de consacrer les marges budgétaires dégagées grâce à la décompensation progressive pour financer les allocations familiales ;
3. L'adoption du Registre social unifié (RSU) comme outil pour un meilleur ciblage des catégories sociales éligibles aux aides.



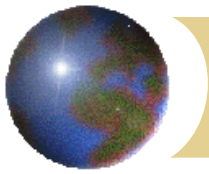
## Financement...

Pour la période 2024-2026, Les AF nécessiteraient 25 Mds et l'AMO quelques 9 Mds, soit **34 Mds en 2024**, montant devant s'élever à près de **40 Mds en 2026** (29+11).

Pour financer ces dépenses, aucun schéma de financement clair n'est encore disponible. Tout au plus, on se contente d'afficher les « sources » possibles, avec quelques chiffres imprécis:

- Ressources du BGE (20 Mds?);
- Redéploiement des programmes sociaux existants (15 Mds?);
- Produit de la décompensation ( 12 Mds en 2024?);
- Contribution sociale de solidarité (6 Mds?);
- Contribution libératoire sur les Avoirs extérieurs (?).

On voit bien que le « montage financier » est loin d'être bouclé, et que par conséquent les conditions de financement ne sont guère assurées...



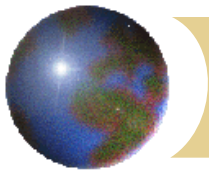
## *Talent d'Achille du système...*

Au total, si le choix a été fait pour un système hybride, chacun reste bien conscient que toute la difficulté sera de veiller en permanence à tenir un équilibre entre l'assurance et l'assistance, compatible avec celui des finances publiques.

Or, le problème demeure pour une grande partie des personnes concernées : leur pouvoir d'achat ne leur permet pas d'assurer le versement régulier de leurs cotisations. Là est le talon d'Achille du système et pour son équilibre.

Même à supposer que la « cotisation » soit acquittée, puisque le système repose sur le principe du remboursement, nombreux n'ont pas les moyens d'avancer les montants requis et ne seraient donc pas en mesure de bénéficier de la couverture médicale...

Encore que la problématique ne porte ici que sur les mécanismes propres aux systèmes de couverture médicale. Mais celle-ci n'est que le moyen d'accéder aux soins de santé. Le problème est que le système de santé lui-même reste largement défaillant...



## **Est-ce viable? Est-ce durable?**

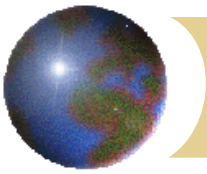
**Ainsi, faute d'une vraie réforme fiscale, à même de générer les ressources nécessaires, on se condamne à recourir à des solutions partielles et temporaires, à des pis-aller, voire des « bricoles »...**

### **Est-ce viable? Est-ce durable?**

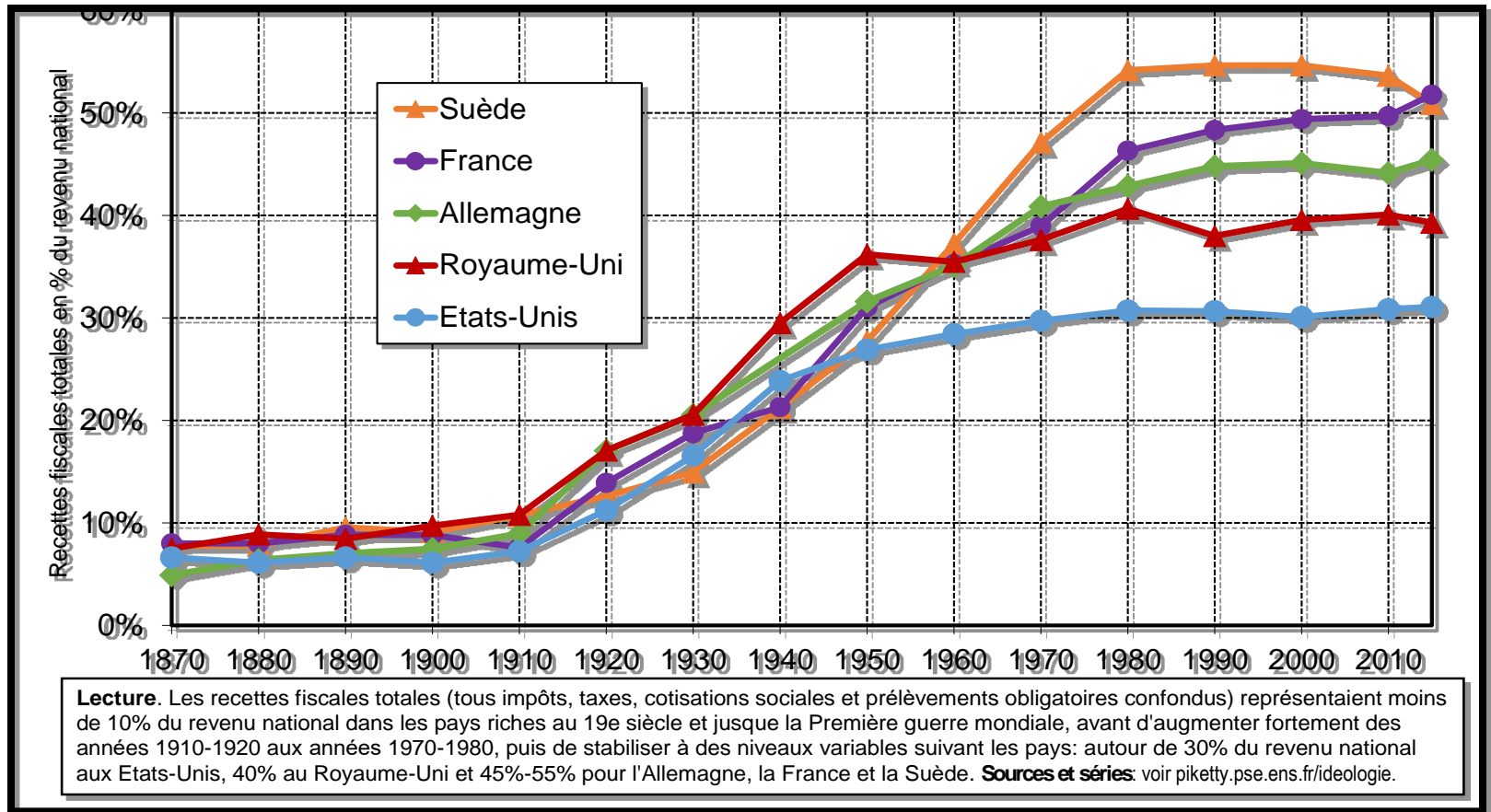
Par essence, tout système de protection sociale (l'Etat social a fortiori!) s'inscrit dans la durée, et son coût augmente avec le temps...

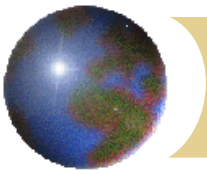
Son financement ne peut donc être assuré que par un système tout aussi durable et pérenne, qui -dans le cas du Maroc en tout cas- ne peut être que le Système fiscal...

**Est-il nécessaire de rappeler l'expérience des pays ayant réussi?**

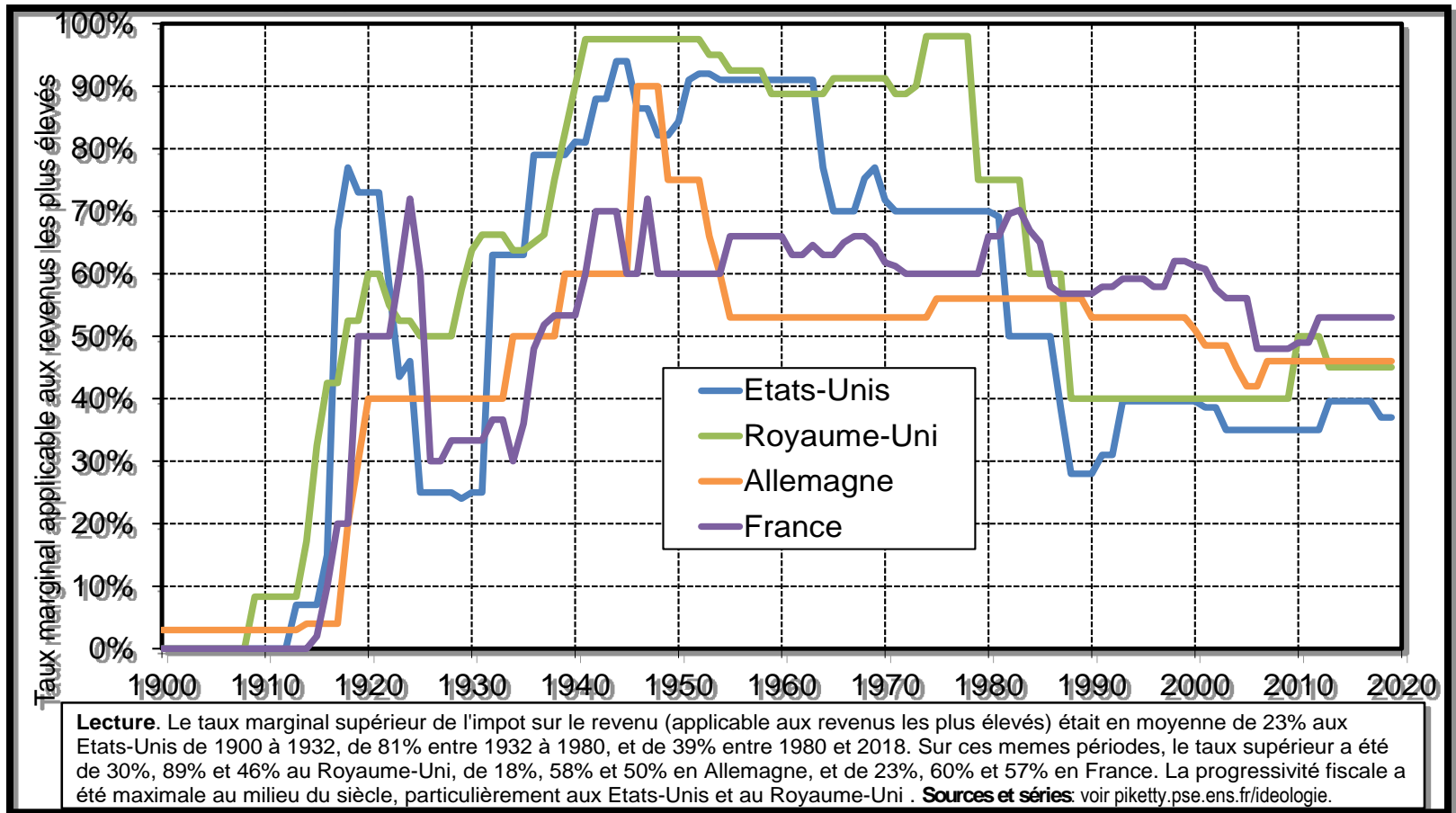


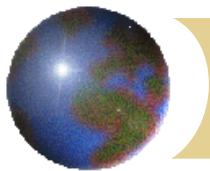
# La montée de l'Etat fiscal dans les pays riches, 1870-2015



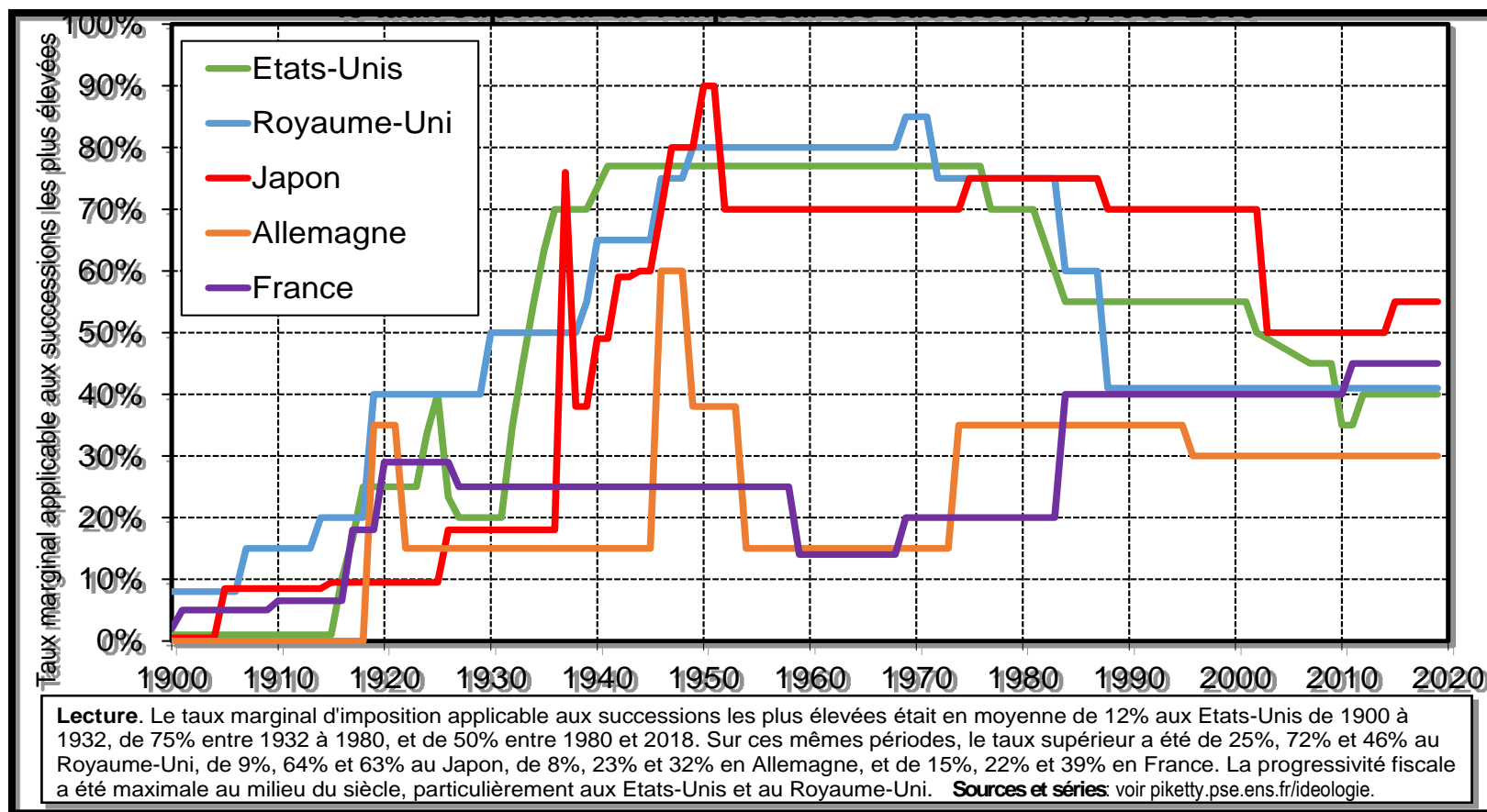


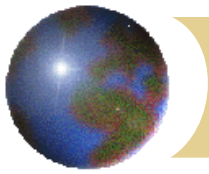
# Le taux supérieur de l'IR 1900-2020





# Le taux supérieur de l'impôt sur les successions, 1900-2018





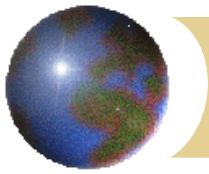
## **Encore et toujours l'endettement?**

En réalité, faute de « ressources propres et pérennes », le recours à l'endettement sera une fois de plus le palliatif qui permettra de faire illusion...

C'est déjà le cas, notamment les emprunts contractés auprès de la **BAD** et de la **BM**. Cette dernière, qui en est à son 2ème crédit de ce type (appelé « financement additionnel »), précise que « son objectif sera de renforcer le soutien aux programmes de transferts monétaires existants du gouvernement du Maroc et de mettre en œuvre le nouveau programme non contributif d'assurance maladie destiné aux ménages vulnérables ».

**Ainsi, Le pays s'endette pour distribuer des aides de survie à une partie de sa population !**

Ce qui est en tout cas certain, c'est que cette dette-là sera encore moins en mesure de générer les ressources permettant son remboursement...

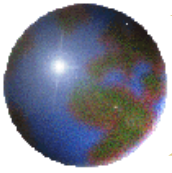


## *L'État fiscal, pour pérenniser l'Etat social...*

En somme, du bricolage et de l'endettement...  
Voici les « recettes » du mode de financement du chantier de protection sociale que les responsables ont pour l'instant retenu.

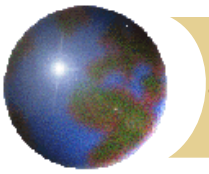
Le moins qu'on puisse dire est que les conditions de sa viabilité sont loin d'être acquises.

**Sans un système fiscal conséquent,  
le projet de l'État social ne saurait être assuré  
de sa viabilité, et encore moins de sa pérennité...**



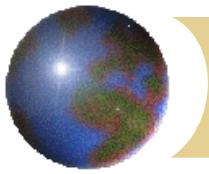
***Merci de votre  
attention***





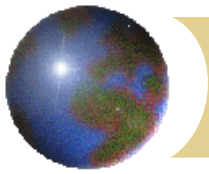
# Annexes

- Principales mesures fiscales contenues dans la LF-2024
- Dépenses fiscales en 2023



# « Réforme » de la TVA... LF-2024

Taux	Produits & Services
De 7 à 0%, SDD	Fournitures scolaires, beurre d'origine animale, conserves de sardines, lait en poudre, savon de ménage
De 7 à 0%, ADD	Médicaments et assimilés, eau à usage domestique et assainissement
De 7 à 10%	Voiture économique, Eau et assainissement (autre que « domestique »), location de compteurs d'eau,
De 7 à 10%	Sucre raffiné
2024-2026 : 8, 9, 10%	
De 14 à 20%	Energie électrique
2024-2026 : 16, 18, 20%	
De 7 à 20%	Compteurs électriques
2024-2026 : 11, 15, 20%	
De 14 à 10%	énergie électrique de source renouvelable , prestations de services de courtiers d'assurance (SDD)
2024-2026 : 12, 10%	
De 14 à 10%	Transport urbain et transport de voyageurs et de marchandises sur routes
2024-2026 : 13, 12, 10%	
De 14 à 20%	Transport de voyageurs et de marchandises à l'exclusion du transport urbain et transport de voyageurs et de marchandises sur routes
2024-2026 : 16, 19, 20%	

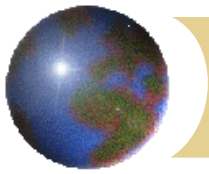


# *Changements prévus dans la LF-2024*

## **Intégration du secteur informel**

Pour les personnes qui s'approvisionnent auprès de fournisseurs hors champ de TVA ou exonérés  
SDD: Institution d'un régime optionnel permettant de calculer les TVA/Achats et les déduire des TVA/Ventes

(sauf pour achats de terrains et produits agricoles)

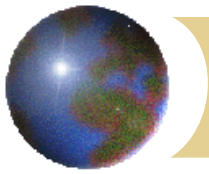


# *Changements prévus dans la LF-2024*

## Régime de retenue à la source (RS) - TVA

(2 nouveaux mécanismes)

- ❑ RS effectuée par des clients assujettis à TVA avec fournisseurs assujettis à TVA mais qui ne leur présentent pas d'attestation de régularité fiscale;
- ❑ RS effectuée par des prestataires de services assujettis à TVA:
  - \* Au taux de 75% par l'Etat et EP qui versent les rémunérations assujetties à TVA;
  - \* Personnes morales de droit privé et personnes physiques soumises au RNR ou RNS qui versent les rémunérations à des personnes assujetties et qui présentent attestation de régularité (autrement la RS est de 100%)



# *Changements prévus dans la LF-2024*

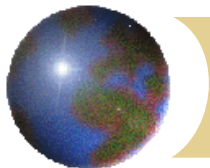
## **Elargissement du champs d'application - TVA**

### Commerce numérique:

Révision de la règle de territorialité: Taxation selon le lieu de résidence du consommateur;

Obligation d'identification des fournisseurs non-résidents des services numériques et déclaration du CA réalisé au Maroc et versement de la TVA due au Maroc

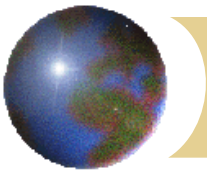
### Harmonisation de règles d'assiette: location d'immeubles à usage professionnel, équipements pour hémodialyse...



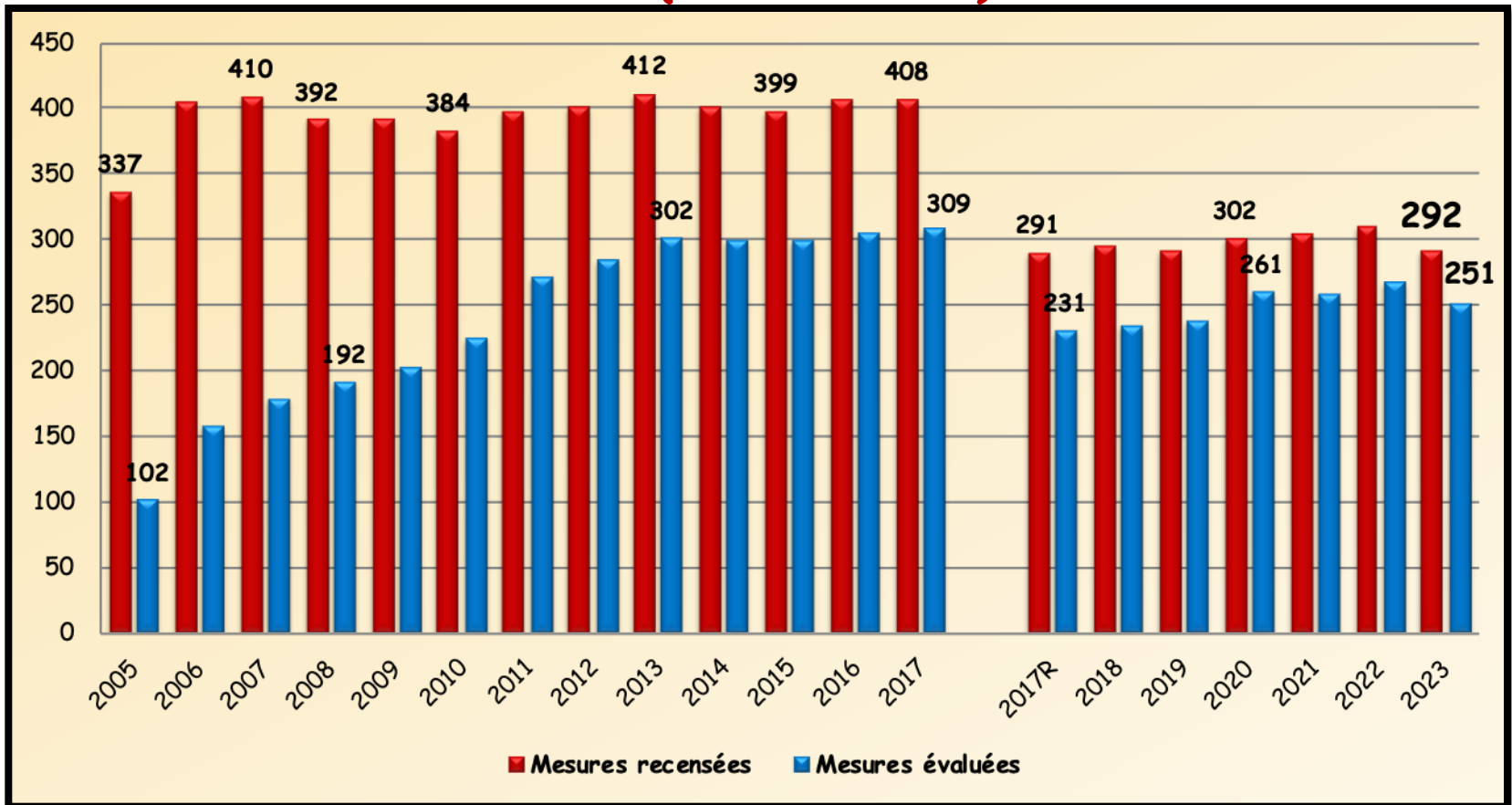
# Dépenses fiscales

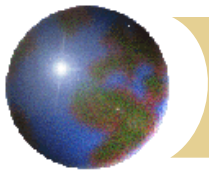
(manque à gagner pour l'Etat, 2005-2017, 2021-2023)

Désignation	2005	2015	2017R	2021	2022	2023
Nb de mesures recensées	337	399	291	<b>306</b>	<b>311</b>	<b>292</b>
Nb de mesures évaluées	102	300	231	<b>259</b>	<b>267</b>	<b>251</b>
Manque à gagner en MdDH	15 457	32 088	28 551	29 501	37957 (2.9% du PIB)	35 434 (2.6% du PIB et 11% des RF)



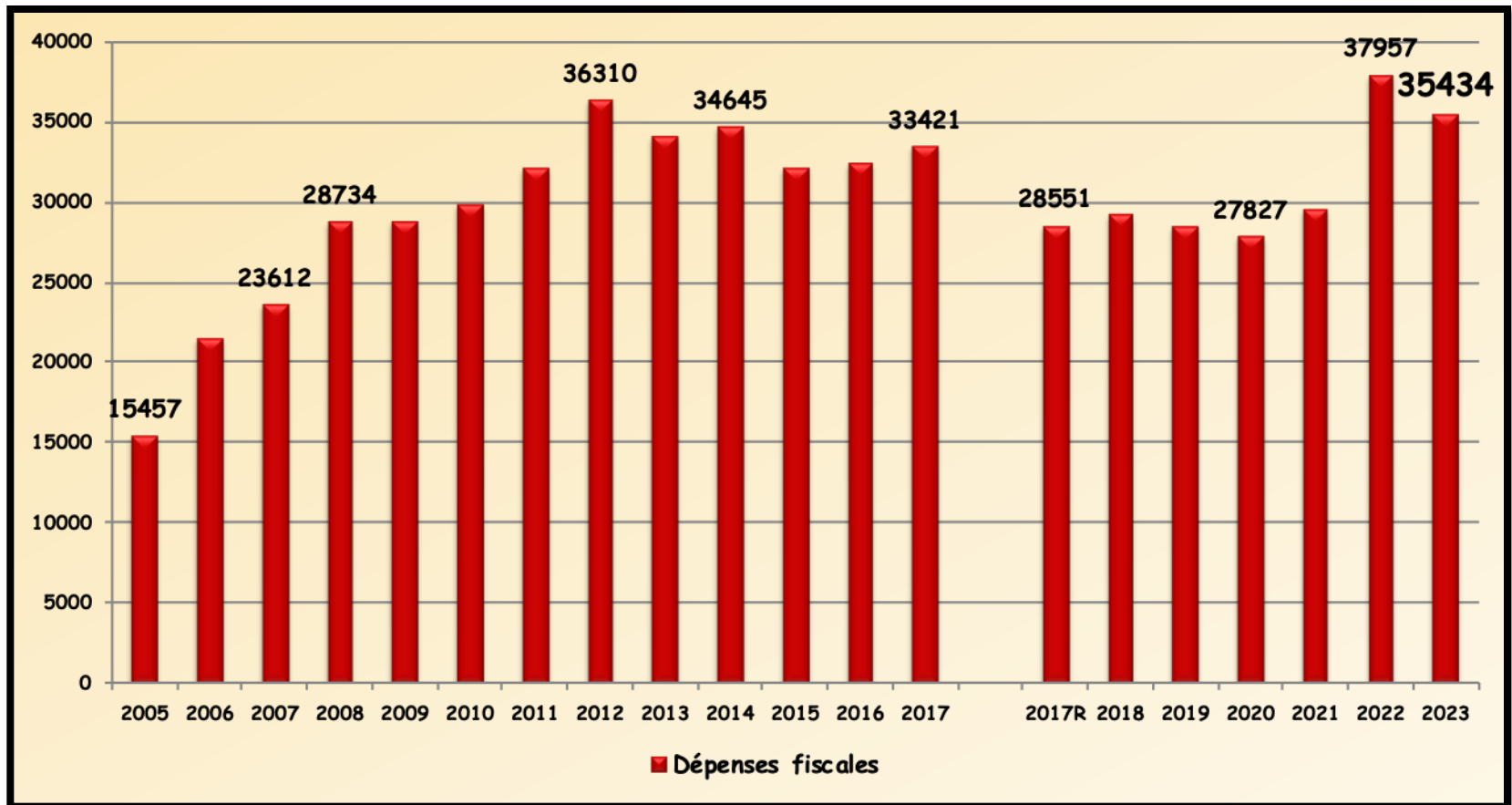
# Evolution des mesures recensées et évaluées (2005 - 2023)

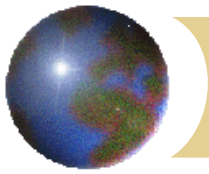




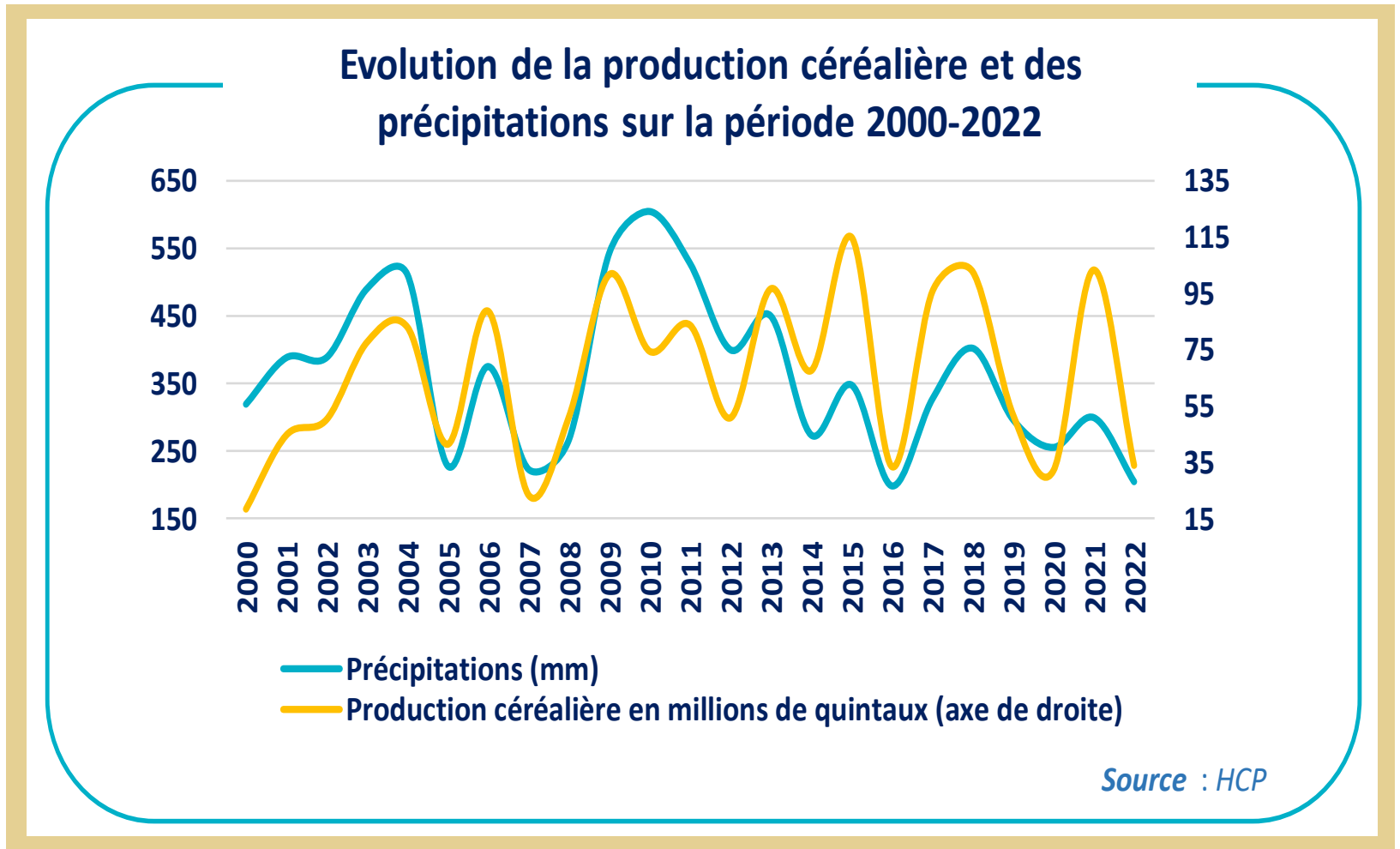
# Evolution des dépenses fiscales

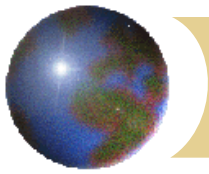
(Manque à gagner, 2005-2023)





## La pluie et les céréales...





## Structures des dépenses du BGE, 2024

